



*Au service
des peuples
et des nations*

ANNEXES - CAMEROUN

Programme des Nations Unies pour le Développement

Bureau indépendant d'évaluation

Évaluations indépendantes des programmes de pays

Annexes (disponibles en ligne)

Annexe 1	Termes de référence.....	1
Annexe 2	Vue d'ensemble du pays	19
Annexe 3	Vue d'ensemble du bureau de pays	23
Annexe 4	Liste des projets	26
Annexe 5	Cadre de résultats et indicateurs	31
Annexe 6	Analyse des dépenses des programmes principaux 2013-2015	47
Annexe 7	Analyse de l'efficacité des résultats liés à l'égalité des genres	49
Annexe 8	Liste des personnes consultées.....	55
Annexe 9	Principaux documents consultés.....	63

Les annexes suivants sont disponibles sur le site Web du BIE à l'adresse <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/8283>

Annexe 1 – Termes de référence

Note : des modifications ont été apportées pour des raisons de cohérence.

1. INTRODUCTION

Le Bureau indépendant d'évaluation (BIE) du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) réalise périodiquement des évaluations des résultats des activités de développement (ERAD). Ces évaluations visent à mettre en évidence et à analyser la contribution du PNUD aux résultats des activités de développement dans les pays. L'objectif d'une ERAD est :

- **D'apporter un appui à l'élaboration** du nouveau programme de pays du PNUD ;
- De renforcer la redevabilité du PNUD vis-à-vis des partenaires et parties prenantes nationales ;
- De renforcer la redevabilité du PNUD vis-à-vis de son **Conseil d'administration**.

Les ERAD sont des évaluations indépendantes effectuées dans le cadre des dispositions générales de **la Politique d'évaluation du PNUD**¹. Le BIE, indépendant de la direction du PNUD, a à sa tête un **directeur qui rend compte directement au Conseil d'administration du PNUD**. **La responsabilité du Bureau d'évaluation est double** : (a) fournir au Conseil d'administration des informations fiables et crédibles tirées des évaluations aux fins de responsabilité institutionnelle, de prise de décisions et d'amélioration ; et (b) renforcer l'indépendance, la crédibilité et l'utilité de la fonction d'évaluation, ainsi que sa cohérence, son harmonisation et son adéquation avec la réforme des Nations Unies, mais aussi l'appropriation nationale. Compte tenu de ce principe d'appropriation nationale, le BIE s'attache à effectuer les ERAD en collaboration avec le gouvernement national.

Le BIE réalisera une ERAD au Cameroun au cours de l'année 2016, puisque l'actuel programme de pays arrive à terme en 2017. Cette évaluation fournira des éléments pour l'élaboration d'un nouveau programme de pays, qui sera mis en œuvre à partir de 2018 par le bureau de pays (BP) et les parties prenantes nationales concernées.

2. CONTEXTE NATIONAL

La République du Cameroun est située en Afrique centrale. Son **territoire s'étire de l'Atlantique au lac Tchad** et couvre près de 475 650 Km². **Le relief dans l'ensemble est contrasté, formé de plateaux, de hautes terres inégalement réparties, ceinturées de plaines étroites.** Le Cameroun comprend trois grandes zones climatiques : la zone équatoriale, la zone soudanienne et la zone soudano-sahélienne. Sur le plan démographique, la population **s'élevait à près de 22 millions d'habitants en 2014**. Elle est majoritairement jeune ; 43 % des habitants ont moins de 15 ans. Le pays compte plus de 240 tribus

¹ Voir la Politique d'évaluation du PNUD : <http://web.undp.org/evaluation/policy.shtml>. L'ERAD sera effectuée dans le respect des normes et règles ainsi que des Lignes de conduite éthique pour l'évaluation du Groupe des Nations Unies pour l'évaluation (www.uneval.org).

appartenant à trois principaux groupes ethniques : les Bantous, les semi-Bantous et les Soudanais. Près de la moitié de la population vit en milieu urbain. Les principales métropoles sont Douala et Yaoundé².

Le pays a **accédé à l'indépendance le 1^{er} janvier 1960** pour le Cameroun sous tutelle française et le 1^{er} octobre 1961 pour le Cameroun sous tutelle anglaise. À cette date, le Cameroun est devenu un **État fédéral**. **Le 20 mai 1972, à la suite d'un référendum**, cette Fédération a cédé la place à la République unie du Cameroun, devenue en 1983, la République du Cameroun. Après la longue période dominée par un parti unique qui a suivi **l'indépendance**, le **multipartisme** fut réintroduit au Cameroun en 1990. Le pouvoir exécutif est exercé par un Président de la République élu au suffrage universel pour un **mandat de sept ans renouvelable**. **L'Assemblée** nationale, qui exerce le pouvoir législatif, est constituée de deux chambres : le Parlement constitué de 180 députés et le Sénat, de 100 sénateurs. Le pouvoir judiciaire est exercé par la Cour suprême qui joue le rôle de Conseil constitutionnel en attendant la mise en place de cette institution³.

L'économie camerounaise a fait preuve de résilience dans un environnement régional en proie aux crises sécuritaires et humanitaires aux frontières du nord avec le Nigéria et de l'est avec la République centrafricaine (RCA), un contexte économique mondial marqué par la stagnation dans les pays de l'OCDE et le ralentissement de la croissance dans les pays émergents⁴. Néanmoins, la croissance n'a atteint en moyenne que 3,4 % entre 2000 et 2010 et 4,7 % sur la période 2010-2014, ce qui reste bien en dessous de l'objectif des 5,5 % fixé par le Gouvernement. Avec un taux de croissance démographique estimé à 2,5 % en 2015, la croissance du PIB par habitant se situerait à 2 %⁵ et le PIB par habitant à 1 407,4 dollars courants (2014)⁶. Le Cameroun se situe dans la tranche inférieure des pays à revenu intermédiaire.

Le pays est confronté à une série de défis majeurs. La situation sociale est caractérisée par **d'importantes disparités économiques et sociales** entre les régions du pays et au sein des populations ; un accès insuffisant aux services sociaux de base de qualité ; un accès inéquitable aux facteurs de production et aux sources de financement ; une incapacité des populations à tirer pleinement profit des opportunités offertes par leur environnement ; et la valorisation insuffisante du rôle que peut jouer le secteur privé dans la lutte contre la pauvreté, dans un contexte de regain de **l'économie informelle**. **L'ensemble de ces problèmes débouche sur une faible efficacité globale de l'économie dont les effets sur la situation sociale sont exacerbés par l'absence de mécanisme solide de protection sociale⁷.**

Le Cameroun affichait en 2014 un indice de développement humain faible (IDH) de 0,512, plaçant le pays à la **153^e position sur 188 pays et territoires**. **Entre 1990 et 2014, la valeur de l'IDH en Cameroun est passée de 0,443 à 0,512, soit une progression de 15 %⁸**. Concernant les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), les autorités nationales estiment que **l'environnement est favorable à la**

² Rapport national sur les objectifs du Millénaire pour le développement en 2015, Institut national de la statistique du Cameroun, septembre 2015, p. 17

³ Système des Nations Unies au Cameroun, Profil Pays <http://www.cm.one.un.org/index.php/profil-pays-onu>

⁴ Banque africaine de développement, Perspectives économiques en Afrique 2014 : <http://www.afdb.org/fr/countries/central-africa/cameroon/cameroon-economic-outlook/>

⁵ Enquête camerounaise auprès des ménages (ECAM 4), Institut national de la statistique, 2014

⁶ Banque mondiale, PIB par habitant : <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.PCAP.CD>

⁷ PNUD, Plan d'action du programme de pays 2013-2017

⁸ PNUD, Données sur le développement humain <http://hdr.undp.org/en/data>

réalisation de presque la moitié de leurs cibles d'ici 2020⁹. **Le pays est loin d'atteindre les objectifs liés à la mortalité maternelle et à la mortalité des enfants de moins de cinq ans. En ce qui concerne l'élimination de l'extrême pauvreté et la faim (OMD 1), encore 37,5 % des Camerounais vivent en dessous du seuil national de pauvreté (données de 2014). En termes absolus, du fait de la pression démographique, le nombre de pauvres a augmenté, passant d'environ 7,1 millions en 2007 à 8,1 millions en 2014. En outre, les disparités de niveaux de vie se sont accentuées, d'une part, entre les milieux urbains et ruraux, et, d'autre part, entre les personnes pauvres et le reste de la population¹⁰. Ce bilan mitigé de la réalisation des OMD serait imputable à une croissance faible, non portée par l'ensemble des secteurs, et qui n'englobe pas la majorité de la population active du pays¹¹.**

Quant à l'égalité homme-femme, le Gouvernement camerounais a reconnu que les derniers chiffres reflétaient un bilan mitigé concernant l'OMD 3. Le Cameroun se situe au 132e rang sur 154 pays et territoires concernant l'indice d'inégalités de genre¹². Seulement 21,3 % des femmes ont bénéficié peu ou prou d'un enseignement secondaire contre 34,9 % des hommes. La part des femmes dans l'emploi salarié non agricole est passée de 24,5 % en 2007 à 29,9 % en 2014 (contre 32,9 % dans la région)¹³. La proportion des sièges occupés par les femmes au Parlement s'élevait à 30,5 % en 2014¹⁴.

L'Extrême-Nord du Cameroun a fait face à une situation d'insécurité croissante. Boko Haram a mené des attaques dans les villages frontaliers, des embuscades avec des engins explosifs sur les routes, tout en perpétrant des assassinats de dirigeants locaux, des enlèvements d'étrangers, des manœuvres d'intimidation ainsi que des vols de marchandises et de bétail. Le nombre de réfugiés d'origine nigériane et centrafricaine au Cameroun s'élevait à plus de 258 010 en décembre 2015¹⁵.

Le Cameroun est particulièrement exposé aux effets des changements climatiques surtout en zone sahéenne, soudano-sahéenne et littorale. Les zones sahéenne et soudano-sahéenne sont gravement touchées par la désertification et les inondations. Dans les zones littorales, la valorisation des territoires est menacée par la montée du niveau de la mer. **Le pays fait d'ores et déjà face à une récurrence anormale de phénomènes climatiques extrêmes tels que des vents violents, des températures élevées ou de fortes précipitations qui mettent en danger les communautés, les écosystèmes et leurs services. Environ 320 000 Camerounais sont touchés par des catastrophes liées au climat chaque année¹⁶.**

En réponse à ces défis, le Gouvernement a élaboré une Vision du Cameroun à l'horizon 2035, dont l'objectif est de faire du pays « un pays émergent, démocratique et uni dans la diversité ». Pour concrétiser cette vision, le Gouvernement a conçu une stratégie de développement couvrant la période 2010-2020 et consignée dans le Document de stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE).

⁹ Rapport national sur les objectifs du Millénaire pour le développement en 2015, Institut national de la statistique du Cameroun, septembre 2015, p. 47

¹⁰ Enquête camerounaise auprès des ménages (ECAM 4), Institut national de la statistique, 2014

¹¹ PNUAD 2013-2017, p. 2

¹² <http://hdr.undp.org/en/composite/GII>

¹³ Rapport national sur les objectifs du Millénaire pour le développement en 2015, Institut national de la statistique du Cameroun, septembre 2015 et profil de développement humain du Cameroun <http://hdr.undp.org/en/countries/profiles/CMR>

¹⁴ Rapport national sur les objectifs du Millénaire pour le développement en 2015, Institut national de la statistique du Cameroun, septembre 2015

¹⁵ Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés : <http://www.unhcr.fr/pages/4aae621d54d.html>

¹⁶ Plan national d'adaptation aux changements climatiques

Les premières années de mise en œuvre du DSCE n'ont pas enregistré les taux de croissance espérés, et en 2014, le Président de la République a annoncé la mise en œuvre d'un plan d'urgence triennal pour l'accélération de la croissance couvrant la période 2015-2017¹⁷.

3. STRATÉGIE DU PNUD AU CAMEROUN

Le PNUD est présent au Cameroun depuis le 10 septembre 1972. Depuis 2008, le PNUD a articulé ses interventions autour de deux cycles de programmation successifs, 2008-2012 et 2013-2017. Le premier cycle (2008-2012) **s'inscrivait** dans le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) de la même période, élaboré en réponse aux défis et problèmes identifiés dans le Document de stratégie de réduction de pauvreté (DSRP) de 2003, du Gouvernement camerounais, et dans sa version révisée en 2005. **L'assistance** fournie par le PNUD pour la période **s'articulait autour de trois axes** : gouvernance démocratique ; réduction de la pauvreté et réalisation des OMD ; énergie et environnement. Le Document de programme de pays (DPP) et le **Plan d'action** du programme de pays (PAPP) 2008-2012 identifiaient sept effets escomptés. En réponse au lancement du Document de stratégie pour la **croissance et l'emploi** (DSCE) 2010-2020 et à une évaluation à mi-parcours du programme de pays, le PNUD les a modifiés, portant leur nombre de sept à quatre, tout en conservant **les trois axes d'intervention**.

Le programme de 2013-2017 tient compte des concertations avec les contreparties nationales, telles que reflétées dans le PNUAD 2013-2017, qui découle du DSCE. Ce deuxième programme comporte trois grandes composantes : **le soutien de l'économie et la gestion stratégique de l'État** ; la lutte contre la pauvreté et le développement durable ; le soutien à la gouvernance ainsi que la prévention des crises et catastrophes. Le DPP identifie **cinq effets recherchés**. **Le processus d'élaboration du PAPP** pour la période 2013-2017 a ensuite débouché sur quatre grands programmes découlant des cinq effets du DPP. Ces quatre grands programmes correspondent à quatre effets du PAPP, qui font **l'objet d'un suivi** dans le système de gestion du PNUD, Atlas. Ces quatre programmes sont regroupés en deux thèmes : **croissance et emploi, et gouvernance et gestion stratégique de l'État**. En 2016, le bureau de pays a entamé une révision du programme de pays, au niveau des résultats (produits), afin **de prendre en compte l'évolution du contexte** en lien avec Boko Haram ainsi que la crise centrafricaine dans les **principales zones d'intervention du PNUD**.

Les résultats attendus (effets PAPP) et budgets indicatifs des deux programmes de pays sont présentés dans le tableau 1.

¹⁷ Rapport national sur les objectifs du Millénaire pour le développement en 2015, Institut national de la statistique du Cameroun, septembre 2015, p. 17-18.

Tableau 1 : Effets programme ¹⁸ et budgets indicatifs			
Programme 2008-2012		Programme 2013-2017	
Effet Programme de Pays	Budget indicatif (PAPP)	Effet Programme de Pays	Budget indicatif (PAPP)
Thèmes : Lutte contre la pauvreté et la réalisation des OMD/Croissance et Emploi			
Le niveau de réalisation des OMD est en augmentation	Ressources régulières : 3 850 000 Autres ressources : 3 125 000	Amélioration des revenus et de l'accès des populations des localités de la zone sahélienne aux services socioéconomiques de base	Ressources régulières : 2 100 000
Thème : Gouvernance démocratique/Gouvernance et gestion stratégique de l'État			
Effacité et transparence dans la gestion de l'État améliorées	Ressources régulières : 2 295 000 Autres ressources : 4 575 000	Amélioration de la participation politique des groupes sociaux en situation de vulnérabilité et de l'intégration de leurs préoccupations, du genre et des dimensions transversales (environnement, VIH/sida) dans les plans, politiques et stratégies sectorielles	Ressources régulières : 2 200 000
État de droit amélioré et respect des droits humains renforcé			Ressources à mobiliser : 1 400 000
Prise en compte des questions d'équité et de genre systématisé dans la formulation et la mise en œuvre des politiques, stratégies et programme de développement		Amélioration des prestations rendues aux usagers des services publics	Ressources régulières : 2 100 000 Ressources à mobiliser : 2 500 000
Processus de décentralisation renforcé			
Thème : Prévention des crises			
La vulnérabilité aux crises réduites	Ressources régulières 100 000 Autres ressources : 6 100 000		
Thème : Gestion de l'environnement			
Gestion des ressources environnementales et énergétiques efficace pour protéger les ressources environnementales et énergétiques en conformité avec la convention internationale sur le changement climatique	Ressources régulières 1 700 000 Autres ressources 1 700 000	Amélioration de la résilience des populations aux effets du changement climatique	Ressources régulières : 2 100 000 Ressources à mobiliser 3 000 000

Source : plans d'action du programme de pays 2008-2012 et 2013-2017

¹⁸ Les effets cités dans ce tableau sont tirés de la matrice de résultats et de ressources des PAPP. Le texte narratif du PAPP 2008-2012 définit des objectifs globaux pour chaque composante du programme. Par exemple, en ce qui concerne la lutte contre la pauvreté, il est indiqué que « L'action du PNUD dans cet axe vise à améliorer d'ici 2012 tant au niveau national que local, la mise en œuvre et le suivi/l'évaluation des politiques et des programmes macroéconomiques et sectoriels promouvant le développement et la réduction de la pauvreté à travers la création et le partage équitable de la richesse ». Dans la matrice de résultats, l'effet est exprimé comme suit : « Le niveau de réalisation des OMD est en augmentation. » Dans le PAPP 2013-2017, les objectifs formulés dans la matrice et le corps du texte sont rigoureusement identiques.

Il y a une certaine continuité entre les deux périodes de programmation, dans la mesure où des thèmes clés (**réduction de la pauvreté et intégration des questions d'équité et de genre et d'autres dimensions transversales** dans les plans, politiques et stratégies de développement) apparaissent dans les deux programmes, tout comme les problématiques liées à **l'amélioration de la gouvernance**, la gestion des ressources environnementales, la résilience face aux effets du changement climatique, et la gestion des risques de catastrophes naturelles exacerbés par les effets du changement climatique. Néanmoins, des changements sont intervenus dans la stratégie du PNUD : dans le cadre du PAPP 2013-2017, pour **accroître l'impact de ses interventions, le PNUD se focalise davantage sur quelques résultats-clés et adopte une approche programmatique**. La focalisation thématique (prise en compte des groupes en situation de vulnérabilité, résilience des populations, accès aux services publics, à **l'emploi et aux revenus**) **s'accompagne d'une concentration géographique sur le terrain dans l'Extrême-Nord**.

Dans le domaine de la lutte contre la pauvreté, au cours du premier cycle programmatique (2008-2012), le PNUD a adopté une approche à deux volets : d'une part un appui sur le plan stratégique (par **exemple, un soutien à l'élaboration du DSCE et à la production de rapports sur le développement humain ainsi que les OMD**) et d'autre part, **un appui au niveau local et communautaire**. Le PNUD a ainsi appuyé la création de deux villages du Millénaire. Il a contribué à la réduction de la pauvreté à travers le développement de microprojets communautaires (sous-programme de réduction de la pauvreté à la base), **l'encadrement de micro-entrepreneurs** et le renforcement des capacités du secteur de la microfinance. Au cours du deuxième cycle programmatique (2013-2017), le PNUD continue à articuler son intervention autour de deux axes, mais dans le cadre de deux programmes obéissant à des objectifs **différents**. **En vue d'améliorer les revenus et l'accès des populations de la zone sahélienne aux services socioéconomiques de base**, le PNUD apporte un appui à la deuxième phase du sous-programme de réduction de pauvreté à la base, qui traite à la fois des questions **relatives à l'emploi et de celles en rapport avec l'accroissement des revenus des populations des localités concernées**, à travers la contribution au renforcement de filières porteuses de croissance et **d'effets d'entraînement, le développement d'infrastructures socioéconomiques et la facilitation de l'accès à des financements pérennes**. **Sur le plan stratégique, à l'intersection de la gouvernance et du soutien à une croissance inclusive, le PNUD met en œuvre un programme d'inclusion économique et sociale** qui soutient la prise en compte systématique et effective des préoccupations des populations en situation de vulnérabilité dans les instruments nationaux de planification et leur participation à la prise de décisions politiques et sociales.

Dans le domaine de la gouvernance, le PNUD apporte depuis 2008 un soutien en matière de lutte contre la corruption, de réforme électorale, de promotion des droits de **l'homme**, et de décentralisation à travers la localisation des OMD et l'élaboration des plans communaux de lutte contre le VIH/sida. Le PNUD a aussi appuyé la mise en application de la Déclaration de Paris, par **exemple en soutenant le développement d'un système d'information géographique sur les flux d'aide au développement**. Le PNUD a aussi soutenu l'École internationale des forces de sécurité, qui forme du personnel pour des opérations de soutien à la paix. Le nouveau cycle programmatique 2013-2017 se focalise quant à lui **sur l'amélioration des services publics**, en utilisant certains outils développés par le programme anticorruption précédent. Il est à noter que certains thèmes du premier cycle programmatique, **comme l'appui à l'intégration du VIH/sida et l'égalité des sexes** dans la planification, se retrouvent dans le nouveau cycle programmatique, dans le cadre de **l'objectif visant l'amélioration de l'intégration des dimensions transversales** dans les plans, les politiques et les stratégies sectoriels.

Dans le **domaine de l'environnement et** du changement climatique, le PNUD a appuyé entre 2008 et 2012 **le renforcement des capacités pour la gestion durable de l'environnement et la conservation des ressources naturelles**. Il a soutenu la mise en œuvre de **Plan national de gestion de l'environnement** ainsi que **des stratégies sectorielles sur l'environnement**, tout en cherchant à renforcer les capacités **d'adaptation aux changements climatiques dans le cadre du Programme d'adaptation de l'Afrique (PAA)**. Le cycle programmatique 2013-2017 reprend ces thèmes dans un programme à deux volets complémentaires : **la préservation des écosystèmes et l'amélioration de la résilience des populations face aux effets du changement climatique**.

Le premier programme comprenait un volet axé sur la réduction de la vulnérabilité face aux crises, avec trois interventions distinctes : le soutien à un programme national de sécurisation et de réhabilitation de la zone du lac Nyos (**un lac d'origine volcanique qui a explosé en 1986**, tuant 1 700 personnes et provoquant le déplacement **de milliers d'autres**), un appui à la réponse à la grippe aviaire et un projet pilote de développement local dans les zones frontalières. Le cycle programmatique 2013-2017 incorpore des éléments de prévention et de gestion des risques et catastrophes (naturelles) dans son programme relatif au changement climatique. Suite aux changements intervenus dans le contexte sécuritaire, le PNUD a développé un programme de relèvement précoce afin de permettre aux communautés de la région **de l'Extrême-Nord d'améliorer leur résilience face aux attaques de Boko Haram et à d'autres crises**. **D'autres programmes sont en cours de développement**.

La figure 1 illustre les liens entre les thématiques et les objectifs du premier cycle programmatique (2008-2012) et ceux du deuxième cycle (2013-2017). Au sein du bureau de pays, il y a deux unités programmatiques, Gouvernance et prévention des crises et Développement durable, qui gèrent chacune des programmes correspondant à deux des quatre effets escomptés du programme de pays en cours.

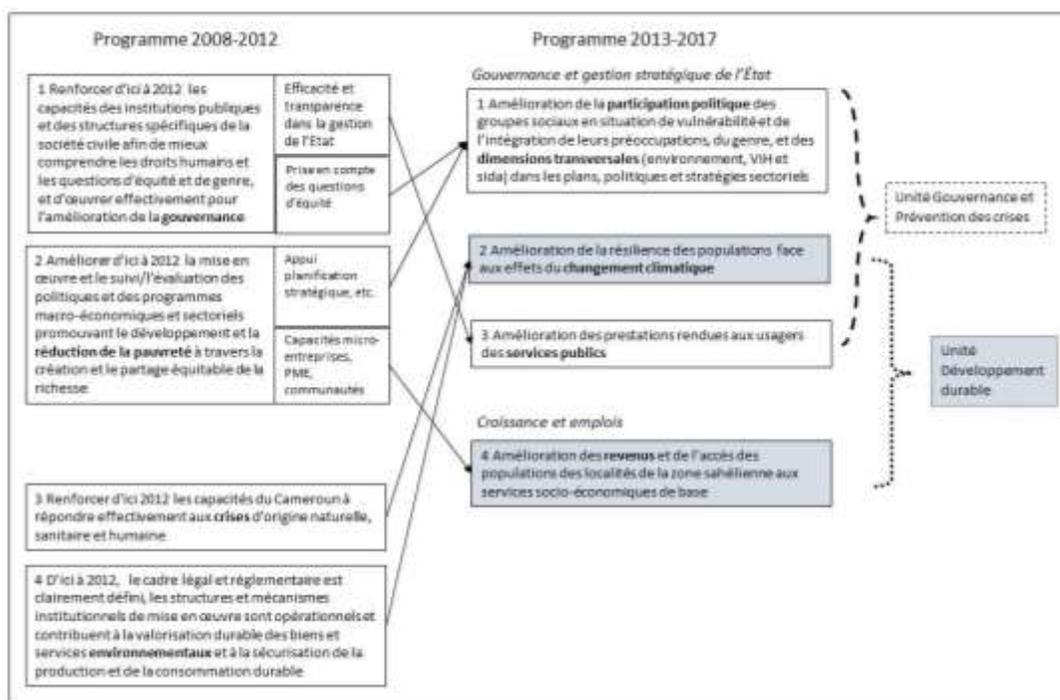


Figure 1 : Thématiques et effets¹⁹ des programmes (2008-2012) et (2013-2017)

4. PORTÉE DE L'ÉVALUATION

L'ERAD est effectuée pendant l'avant-dernière année du programme de pays du PNUD en cours afin de contribuer au processus d'élaboration du nouveau programme de pays. L'ERAD évalue habituellement deux cycles du programme. Ainsi l'ERAD au Cameroun prendra en compte la période allant de 2008 à la mi-2016, à savoir les trois premières années et demie du programme en cours (2013-2017) et les cinq dernières années du cycle précédent, dont les résultats ont plus de chances d'apparaître clairement avec quelques années de recul. Au niveau des projets, l'ERAD examinera un échantillon de projets comprenant les quatre programmes du deuxième cycle ainsi que certaines interventions du premier cycle. Les critères de sélection des projets du premier cycle comprendront les dates de conception et de mise en œuvre (la priorité étant donnée aux interventions conçues pendant la période couverte par l'ERAD), la clarté des liens entre les objectifs du projet et l'effet escompté dans le cadre du programme, la continuité thématique sur les deux périodes de programmation, le marqueur de l'égalité homme-femme²⁰, la continuité dans le partenariat avec les parties nationales et le budget du projet. Une attention sera aussi accordée aux projets récents focalisés sur la prévention des crises et le relèvement rapide, qui n'étaient pas prévus au moment de l'élaboration du DPP et du PAPP. L'ERAD prendra en compte les contributions du Programme de microfinancements du FEM (SGP). Une liste détaillée des projets mis en œuvre sur les deux périodes et des montants des dépenses associées aux différents projets est présentée au chapitre 10 des présents

¹⁹ Les effets du cycle programmatique 2008-2012 dans cette figure sont tirés du corps du texte du document, et non de la matrice des résultats.

Termes de référence²¹. L'échantillon de projets sera finalisé après des analyses supplémentaires, avant le début de la mission principale de collecte de données.

L'ERAD portera surtout sur les programmes de pays du PNUD approuvés par son Conseil d'administration, comme définis (selon le cycle du programme et du pays) dans les DPP et les PAPP. Toutefois, la portée de l'ERAD comprend l'ensemble des activités du PNUD dans le pays et couvre donc les interventions financées par toutes les sources de financement, les ressources de base du PNUD, les fonds des donateurs, des fonds publics, etc. L'ERAD évaluera aussi les initiatives régionales et globales du PNUD qui touchent le Cameroun. Il est aussi important de noter que le bureau de pays peut participer à un certain nombre d'activités qui ne font pas l'objet de projets spécifiques. Certaines de ces activités hors projet, — telles que la coordination ou le plaidoyer, peuvent être essentielles pour l'ordre du jour politique et social du pays, et devront être prises en compte par l'ERAD.

Des efforts particuliers seront faits pour saisir le rôle et la contribution des VNU aux travaux entrepris conjointement avec le PNUD. Cette information sera utilisée pour la synthèse afin d'apporter des éléments qui permettront d'évaluer au niveau organisationnel la contribution de ce partenariat aux résultats de développement.

5. MÉTHODOLOGIE

L'évaluation comporte deux volets principaux : (1) l'analyse de la contribution du PNUD aux résultats de développement par domaine thématique/programmatique et (2) l'évaluation de la qualité de sa contribution. L'ERAD présentera ses constatations selon les critères ci-après, sur la base d'analyses par domaine thématique, afin de tirer des conclusions générales de l'évaluation et de formuler des recommandations pour les prochains programmes.

- Contribution du PNUD par domaine thématique et programmatique. Une analyse effectuée de **l'efficacité** de la contribution du PNUD aux résultats de développement au Cameroun par le biais de ses activités de programme. Une attention particulière sera accordée à **l'examen de cette contribution en lien** avec la vision globale du PNUD en matière de réduction de la pauvreté, **ainsi qu'à sa contribution à la promotion de l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes**²². Cette analyse sera présentée par domaine thématique et programmatique.

²⁰ Le marqueur de l'égalité homme-femme, un outil institutionnel du PNUD, utilise des notes de 3 à 0. La note 3 signifie que le bureau de pays du PNUD considère que l'égalité des sexes est l'objectif premier de l'extrait (« output »). Une note de 2 indique que l'égalité des sexes est un objectif significatif de l'extrait. La note 1 signifie que l'extrait contribuera un tant soit peu à l'égalité des sexes, mais pas significativement. Une note de 0 veut dire qu'il n'est attendu aucune contribution observable des extraits à l'égalité des sexes). L'échantillon de projets comprendra les projets notés 2 ou 3.

²¹ La liste a été établie à partir de données disponibles dans le système Atlas. Des projets conçus et mis en œuvre principalement avant 2008 et/ou arrivés à terme au début de la période couverte par l'ERAD ne sont pas pris en compte.

²² À la lumière du Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies (UN-SWAP) pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes www.unwomen.org/~media/Headquarters/Attachments/Sections/How%20We%20Work/UNSystemCoordination/UN-SWAP-Framework-Dec-2012.pdf et de l'échelle de l'efficacité des résultats liés à l'égalité homme-femme (*Gender Results Effectiveness Scale* ou GRES) développée par le BIE (*Evaluation of UNDP Contribution to Gender Equality and Women's Empowerment*, août 2015, chapitre 5 (<http://web.undp.org/evaluation/evaluations/thematic/gender.shtml>)).

- La qualité de la contribution du PNUD. L'ERAD examinera la qualité de la contribution du PNUD en fonction des critères suivants :
 - Pertinence des projets et effets du PNUD par rapport aux besoins du pays et aux priorités nationales ;
 - Efficience des interventions du PNUD sur le plan de l'utilisation des ressources humaines et financières ;
 - Durabilité des résultats auxquels le PNUD a contribué.

L'ERAD examinera également comment certains facteurs peuvent expliquer les résultats du PNUD, notamment les principes d'engagement définis dans le Plan stratégique 2014-2017. Par exemple, en plus d'examiner la contribution du PNUD à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes, l'évaluation examinera la question de l'égalité homme-femme en tant que facteur de la performance du PNUD²³. De même, l'évaluation examinera la contribution du PNUD à la réduction des inégalités et à l'inclusion des populations les plus vulnérables, y compris des jeunes.

Ensuite, le positionnement stratégique du PNUD sera analysé sous l'angle du mandat de l'Organisation et des besoins reconnus ou émergents et priorités nationales pour le développement au Cameroun. Cela comprendra une analyse systématique du positionnement du PNUD dans l'espace des politiques de développement du pays, ainsi que les stratégies utilisées par le PNUD pour maximiser sa contribution. Enfin, l'ERAD examinera comment les méthodes de gestion ont eu un impact sur la réalisation des objectifs des programmes.

Dans l'analyse de ce qui précède, une attention particulière sera accordée à l'identification des facteurs spécifiques aux pays qui influent sur la performance du PNUD, à savoir :

- L'adaptation du programme du PNUD aux changements de contexte intervenus depuis 2013 (attaques armées perpétrées par le groupe Boko Haram et afflux de réfugiés d'origine nigériane et centrafricaine notamment). L'évaluation examinera la capacité des programmes en cours à s'adapter à ces changements ainsi qu'à la capacité du PNUD à concevoir et mettre en place de nouveaux programmes plus spécifiquement axés sur la prévention et la réponse aux crises, ainsi qu'à coordonner et favoriser l'établissement de liens entre l'aide d'urgence et le développement durable ;
- L'introduction de l'approche de programme ;
- L'équilibre et les liens entre les interventions du PNUD en amont (d'ordre stratégique ou politique) et en aval (au niveau des populations cibles) ;
- Le contexte de l'aide publique au développement dans un pays à revenu intermédiaire et la capacité du PNUD à mobiliser des ressources.

En principe, une ERAD analyse les progrès vers les résultats (effets) escomptés ainsi que la contribution du PNUD aux changements au niveau de l'effet. Habituellement, quand une ERAD analyse deux programmes de pays, les effets du programme en cours servent à structurer l'analyse, sans oublier que les programmes du premier programme n'ont pas été conçus pour réaliser les effets du deuxième programme. Les programmes mis en place au Cameroun se caractérisent par une grande variété dans la formulation de leurs effets. Ainsi, pour la période 2013-2017, il existe cinq effets PNUAD, (dont

²³ En utilisant, entre autres, le marqueur de l'égalité homme-femme et les paramètres du label égalité des sexes (*Gender Seal*) du PNUD.

quatre auxquels le PNUD contribue), cinq effets PPD (différents des effets PNUAD) et quatre effets PAPP (différents des effets PPD).

L'ERAD utilisera comme point de départ les effets liés au PAPP 2013-2017 (suivis dans les systèmes de gestion du PNUD) pour structurer l'analyse, et les deux derniers cycles de programme seront analysés de manière consolidée. Des rapports d'information (dits « rapports d'effet ») seront préparés pour chaque effet du programme en cours, avec des références aux effets du cycle programmatique 2008-2012, comme suit :

1. Gouvernance (inclusion) : Amélioration de la participation politique des groupes sociaux en situation de **vulnérabilité et de l'intégration de leurs préoccupations, du genre, et des dimensions transversales** (environnement, VIH/sida) **dans les plans, politiques et stratégies sectorielles**. L'analyse prendra en compte certaines interventions liées aux effets du programme 2008-2012 « Processus de décentralisation renforcé » (les interventions appuyant les plans communaux de développement et de lutte contre le VIH/sida) et « Niveau de réalisation des OMD en augmentation » (les appuis à la planification et au suivi/à l'évaluation).
2. Gouvernance (institutions) : **Efficacité et transparence dans la gestion de l'État améliorées/État de droit amélioré et respect des droits humains renforcé** (2008-2012) et Amélioration des prestations rendues aux usagers des services publics (2013-2017) ;
3. Environnement et changement climatique : Amélioration de la résilience des populations aux effets du changement climatique. L'analyse prendra en compte **les contributions au renforcement des capacités dans la gestion de l'environnement au cours du programme** 2008-2012.
4. Pauvreté : amélioration des revenus **et de l'accès des populations des localités de la zone sahéenne aux services socioéconomiques de base**. L'analyse prendra en compte **les interventions du programme** 2008-2012, qui ne sont pas toutes focalisées sur la zone sahéenne.
5. Prévention des et réponses aux crises : vulnérabilité aux crises réduites. Cet effet du cycle programmatique 2008-2012 **n'a pas de corollaire** dans le cycle suivant (2013-2017), mais le thème a acquis **plus d'importance** au fil du temps et pourrait devenir transversal, et fera donc **l'objet d'une analyse thématique**. L'accent sera mis sur **les programmes les plus récents et l'adaptation aux changements de contexte sécuritaire et humanitaire** depuis la formulation du programme en 2012 (certaines interventions comme celle du programme de résilience des populations face aux effets des changements climatiques seront analysées **dans le cadre de l'effet correspondant et dans cette analyse transversale**).

De plus, un rapport d'information sur l'intégration de l'égalité des sexes dans l'ensemble du programme sera élaboré.

Si elle s'avère pertinente, une approche liée à la théorie du changement sera également utilisée pour orienter la réflexion de l'équipe d'évaluation, en consultation avec le PNUD et les parties prenantes nationales. Dans l'élaboration des théories de changement, les hypothèses sous-jacentes aux changements programmatiques escomptés – (y compris au niveau des projets de réponse à la crise sécuritaire et humanitaire et qui ne figurent pas dans les documents de programme) et les liens de cause à effet seront clarifiés. Ils serviront de base pour affiner les méthodes de collecte des données ainsi que l'analyse de la contribution du PNUD aux résultats.

Chaque **rapport d'évaluation des effets** sera élaboré selon un modèle standard qui facilitera la synthèse des résultats et la formulation des conclusions. Les constatations et conclusions de chaque **rapport d'effet** seront ensuite synthétisées dans le **rapport global de l'ERAD**.

6. COLLECTE DES DONNÉES

Analyse des contraintes liées à la collecte des données : une analyse des contraintes a été entreprise avant et pendant la mission préparatoire pour comprendre les contraintes et les possibilités liées à la collecte des données. Ce processus sert de base à l'identification des méthodes de collecte de données et permet **d'obtenir** une première idée des besoins de l'ERAD en termes de ressources nécessaires et de calendrier de la collecte des données. Les activités du bureau de pays au Cameroun **ont fait l'objet d'une quinzaine d'évaluations depuis 2009, y compris des évaluations** à mi-parcours en 2015 des quatre programmes correspondant aux quatre effets du programme de pays en cours. Les évaluations déjà menées serviront de base de travail à **l'analyse de l'ERAD**.

En ce qui concerne des indicateurs des documents de programme de pays et ceux qui sont repris dans le système Atlas, pour le programme de pays 2008-2012, **il n'y a pas de renseignement de base ni de cible, et l'analyse** des progrès dans les rapports annuels axés sur les résultats (ROAR) se fait surtout au **niveau des produits et non pas de l'effet**. Pour le programme 2013-2017, les indicateurs sont plus **précis, mais pour plusieurs il n'y a pas encore de données pour** évaluer les changements. Dans la mesure du **possible, l'évaluation utilisera les indicateurs pour mieux comprendre les intentions du** programme PNUD articulées dans les documents de programme de pays et pour mesurer ou évaluer le progrès vers les effets.

La plupart des projets et programmes PNUD au Cameroun ont une composante locale ou **communautaire, avec une concentration dans la région de l'Extrême-Nord**. Au moment de la mission préparatoire, cette région était classée par le Département de la sûreté et de la sécurité de l'ONU (UNDSS) en zone 3 (risque modéré), à **l'exception d'une zone de 15 kilomètres le long de la frontière nigériane au niveau 4 (risque important)**. En dehors de cette bande classée niveau 4, les autres zones **du pays étaient accessibles. Néanmoins, le personnel de l'ONU doit voyager** avec une escorte militaire dans les régions de **l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême-Nord**, ce qui exige une planification détaillée des visites sur le terrain, et le choix final des sites à visiter **par l'équipe d'évaluation dépendra en partie** de la situation sécuritaire au moment de la mission principale de collecte de données.

Collecte des données : une approche multiméthodes sera utilisée et inclura les éléments suivants :

Examen de documents de référence : un certain nombre de documents sera consulté, y compris les documents de programmation de pays, les documents et rapports du projet/programme réalisés par le PNUD et le Gouvernement du Cameroun, les documents institutionnels du PNUD (par exemple, enquêtes mondiales sur le personnel, plan stratégique, plans de financement pluriannuels, rapports annuels axés sur les résultats), les rapports des précédentes évaluations, les travaux de recherche et les publications disponibles sur le pays.

Entretiens : des entretiens directs et par téléphone seront réalisés avec les parties prenantes pertinentes, telles que les représentants du Gouvernement, les organisations de la société civile, les représentants du secteur privé, les agences des Nations Unies et de développement, les donateurs et bénéficiaires du programme de pays pour recueillir leurs opinions sur toutes les questions **d'évaluation posées par l'ERAD**.

Visites sur le terrain : l'équipe de l'évaluation se rendra sur les sites des projets retenus afin de constater *de visu* les éventuels résultats obtenus. Seront prises en considération les régions où le PNUD dispose d'une forte concentration de projets (notamment la région de l'Extrême-Nord), et celles où des projets cruciaux ont été ou sont en cours de mise en œuvre. L'identification des parties prenantes et des sites pertinents pour les entretiens et les visites sera effectuée sur la base des documents de programme disponibles et au travers d'échanges avec les gestionnaires de programme au niveau du PNUD et les partenaires nationaux.

Validation : tous les constats de l'évaluation seront étayés par des éléments de preuve pertinents. Une analyse solide et cohérente des questions soumises à l'évaluation sera menée en ayant recours à une triangulation et à un recoupement des informations.

Participation des parties prenantes : au début de l'évaluation, une analyse poussée des parties prenantes (déjà entamée au cours de la mission préparatoire) sera effectuée afin d'identifier tous les partenaires pertinents du PNUD, ainsi que ceux avec qui il ne collabore pas, mais qui jouent un rôle clé dans la réalisation des effets escomptés dans les domaines prioritaires. Une approche inclusive sera adoptée pour la conception, le déroulement de l'évaluation et la validation de ses produits. Le BIE et le bureau de pays impliqueront dans ce processus les parties prenantes nationales issues du Gouvernement et de la société civile, les agences des Nations Unies et les autres donateurs et partenaires concernés, notamment au cours de l'atelier organisé pour les parties prenantes.

7. MISE EN ŒUVRE ET MODALITÉS DE GESTION

Le processus d'évaluation rassemble un large éventail d'acteurs.

Bureau indépendant d'évaluation du PNUD : le BIE mènera l'ERAD en collaboration avec le Bureau de pays et le Gouvernement du Cameroun. Le BIE a établi ces Termes de référence (TdR) pour l'évaluation et dressera les grandes lignes de chaque rapport d'effet qui seront intégrés au rapport final, sélectionnera l'équipe de consultants, dirigera la collecte des données, apportera ses conseils, organisera des séances de retour d'information et un atelier de réflexion avec les parties prenantes, préparera la première version provisoire du rapport, finalisera ce dernier et gèrera les processus d'examen et de suivi. Il prendra à sa charge tous les frais directement liés à la conduite de l'ERAD.

Bureau de pays du PNUD au Cameroun : le BP apportera son soutien à l'évaluation : i) en facilitant les contacts avec le Gouvernement et les autres parties prenantes dans le pays ; ii) en aidant l'équipe de l'évaluation à identifier et recueillir tous les documents de référence pertinents pour le programme de pays ; iii) en fournissant en temps utile tout soutien logistique et administratif requis par l'équipe de l'évaluation lors de la collecte des données (notamment pour la prise de rendez-vous), ainsi qu'en veillant à ce que les mesures de sécurité adéquates soient prises pour l'équipe d'évaluation ; iv) en commentant le rapport provisoire de l'ERAD et en y apportant les corrections factuelles nécessaires ; et v) en facilitant l'organisation d'un atelier final pour les parties prenantes, et/ou de différentes rencontres d'échanges ciblant les différentes catégories d'acteurs. Le bureau de pays préparera la réponse de la direction à l'ERAD. L'ERAD étant une évaluation indépendante, le personnel du bureau de pays n'assistera pas aux entretiens de collecte de données avec des parties prenantes.

Institution de référence nationale : la participation nationale ainsi que l'appropriation du processus et des résultats de l'ERAD seront assurées à travers un partenariat dans le processus d'évaluation avec le Ministère de l'économie, de la planification et de l'aménagement du territoire (MINEPAT), et notamment la Direction générale de la **coopération et de l'intégration régionale**, en tant **qu'interlocuteur technique gouvernemental principal** du PNUD, mais également en associant le cas échéant les autres services et entités pertinents. Il est attendu du MINEPAT qu'il : i) examine les Termes de référence de l'évaluation ; ii) offre des suggestions quant au choix des parties prenantes à consulter et des sites à visiter ; iii) aide à faciliter la collecte de données sur le terrain ; iv) communique ses observations sur la deuxième version provisoire du rapport de l'ERAD ; v) facilite l'organisation de l'atelier ou des rencontres spécifiques de partage des résultats avec les parties prenantes aux côtés du bureau de pays.

Groupe de référence : un groupe national de référence **pour l'ERAD** sera établi. Il sera présidé par le Directeur général de la **coopération et de l'intégration régionale** du MINEPAT. Le groupe comprendra des représentants du Gouvernement, de la société civile et de la communauté des donateurs. Il jouera un rôle consultatif et facilitera **le déroulement de l'ERAD**. Ses membres examineront le projet de rapport de l'ERAD et participeront à l'atelier de restitution.

Bureau régional du PNUD pour l'Afrique : le Bureau régional apportera son aide à l'évaluation en partageant des informations, en examinant les Termes de référence et la première version provisoire de l'ERAD, et en participant à l'atelier pour les parties prenantes. Il est également chargé de superviser **la mise en œuvre des actions de suivi et de les documenter dans le Centre de ressources de l'évaluation** (<http://erc.undp.org/index.html>).

L'équipe d'évaluation : le **bureau d'évaluation mettra en place une équipe d'évaluation pour l'ERAD**, composée des membres suivants :

- Responsable de l'évaluation : membre du **personnel du bureau d'évaluation dont la responsabilité générale est d'effectuer l'ERAD**, de préparer et réviser le rapport provisoire et le rapport final, de coanimer l'atelier des parties prenantes et d'apporter des éclaircissements dans le cadre **d'une analyse** détaillée des commentaires sur la première version de l'ERAD.
- **Responsable associé de l'évaluation** : membre du **personnel du bureau d'évaluation dont la responsabilité générale est d'appuyer le responsable de l'évaluation**. Il contribue notamment à conceptualiser l'évaluation de manière à garantir la qualité du rapport final.
- Assistant de recherche : **un assistant au bureau d'évaluation** participe à la collecte de documents de référence et la préparation des données et des informations, en particulier pour les chapitres introductifs de l'ERAD.
- Spécialiste international en gouvernance (consultant) : un expert indépendant, si possible originaire de la région (Afrique), sera recruté pour analyser les contributions du PNUD dans le domaine de la gouvernance ainsi que pour **appuyer l'analyse des thématiques transversales** et du positionnement stratégique, et la **rédaction des rapports d'effets correspondants**.
- Deux spécialistes nationaux : des consultants nationaux indépendants seront recrutés pour couvrir notamment **les contributions aux résultats dans la lutte contre la pauvreté, la gestion de l'environnement et**

la résilience face **aux effets de changements climatiques**, la promotion de l'égalité homme-femme et **l'inclusion des groupes vulnérables**. Ils apporteront des contributions spécifiques aux rapports d'effets, aux rapports d'information et au rapport principal de l'ERAD en relation avec les domaines qui leur seront assignés.

Le détail des tâches et des **responsabilités principales des membres de l'équipe d'évaluation** est donné dans le tableau ci-dessous. Les programmes du PNUD étant multidisciplinaires et les effets **escomptés étant interconnectés**, les membres de l'équipe devront s'entraider pour assurer une analyse complète des contributions du PNUD aux résultats de développement.

Tableau 2 : responsabilités principales des membres de l'équipe de l'évaluation	
Gouvernance (inclusion) : amélioration de la participation politique des groupes sociaux en situation de vulnérabilité et de l'intégration de leurs préoccupations , du genre, et des dimensions transversales (environnement, VIH/sida) dans les plans, politiques et stratégies sectorielles (y compris l'appui au processus de décentralisation et le renforcement des capacités institutionnelles pour la lutte contre la pauvreté et la réalisation des OMD)	Spécialiste en gouvernance avec l'appui de la responsable de l'évaluation
Gouvernance (institutions) : Efficacité et transparence dans la gestion de l'Etat améliorées /Etat de droit amélioré et respect des droits humains renforcé/Amélioration des prestations rendues aux usagers des services publics	Spécialiste en gouvernance
Environnement et changement climatique : Amélioration de la résilience des populations aux effets du changement climatique/capacités dans la gestion de l'environnement	Spécialiste du développement local et de l'environnement
Réduction de la pauvreté : amélioration des revenus et de l'accès des populations aux services socioéconomiques de base	Spécialiste du développement local et de l'environnement
Prévention des crises et réponses à celles-ci	Responsable de l'évaluation avec l'appui du spécialiste du développement local
Genre et inclusion	Spécialiste de l'égalité des sexes et de l'inclusion (appuiera les autres membres de l'équipe dans leurs analyses thématiques)
Positionnement stratégique	Responsable de l'évaluation
Opérations/gestion	Responsable de l'évaluation

Déploiement d'une personne ressource : un(e) assistant(e) sera recruté (e) pour apporter un appui technique à la mission ; il/elle sera notamment chargée de la préparation de la mission de terrain, des demandes de rendez-vous, de la **préparation des déplacements à l'intérieur du pays et de tous travaux de secrétariat utiles à la mission.**

8. PROCESSUS D'ÉVALUATION

L'évaluation sera menée conformément aux orientations approuvées par la méthodologie du BIE. Le processus est décrit en détail ci-après. Quatre grandes phases structurent cette évaluation.

Phase 1 : Préparation. **Le bureau indépendant d'évaluation préparera la documentation** de base avec l'aide du bureau de pays et recevra des informations du bureau régional et des autres services publics centraux. **La responsable de l'évaluation et le responsable associé de l'évaluation ont entrepris une mission préparatoire** à Yaoundé du 4 au 8 avril 2016 et se sont entretenus avec le bureau de pays, le Gouvernement, quelques parties prenantes nationales et quelques partenaires du développement²⁴. Les objectifs de cette mission étaient les suivants : i) s'assurer que les parties prenantes clés comprennent le but, le processus et la méthodologie de l'évaluation ; ii) recueillir le point de vue des parties prenantes clés sur les questions importantes à traiter dans l'évaluation ; et iii) déterminer la portée de l'évaluation, les approches, le calendrier et les paramètres de sélection de l'équipe d'évaluation de l'ERAD.

La mission préparatoire a conduit à l'élaboration de ces termes de référence, qui sont communiqués aux parties prenantes clés pour qu'elles communiquent leurs observations. En s'appuyant sur les termes de référence finalisés, et en accord avec les directives de recrutement interne, le bureau **d'évaluation recrutera un consultant international** ainsi que deux consultants nationaux (voir la Partie 7 et le tableau 2), **spécialisés dans l'évaluation ainsi que** les thématiques couvertes.

Phase 2 : Collecte et analyse des données. L'objectif est de procéder à la collecte des données conformément aux termes de référence et d'analyser les données recueillies auprès de diverses sources au regard des critères d'évaluation indiqués dans la Partie 6.

- Activités préalables : les membres de l'équipe d'évaluation analyseront les documents de référence et prépareront un rapport provisoire sur les effets avant la mission de collecte de données. Ce document permettra d'identifier les questions de l'évaluation aux effets, d'identifier les lacunes et les problèmes qui devront être validés au cours de la phase de collecte de données sur le terrain ;
- Mission de collecte et de validation des données : L'équipe d'évaluation entreprendra une mission dans le pays pour prendre part aux actions de collecte de données sur le terrain. La durée prévue de cette mission est de trois semaines, du 13 juin au 1^{er} juillet 2016 ;
- Analyse et synthèse : une fois la collecte des données terminée, l'équipe se réunira pour réfléchir aux principales constatations et recommandations, en vue de faire la rédaction des rapports **d'effets**.

Phase 3 : Synthèse, rédaction du rapport et examen. L'objectif est de synthétiser l'ensemble des **évaluations (rapports d'effet et rapports d'information)** pour aboutir à des constatations, conclusions et recommandations solides et factuelles.

Un premier projet de rapport sera préparé, et soumis à un examen interne par le BIE. Une fois approuvé par le BIE, le projet de rapport sera envoyé au bureau de pays et au bureau régional pour **l'Afrique afin d'identifier d'éventuelles erreurs factuelles, des inexactitudes ou des omissions**

²⁴ Le responsable associé de l'évaluation, de passage à Douala, y a rencontré des bénéficiaires d'un projet soutenu par le PNUD, le 11 avril 2016.

importantes. Le BIE examinera soigneusement les commentaires reçus et proposera, le cas échéant, des modifications au document. Une analyse détaillée des commentaires et des réponses sera réalisée et documentée de manière transparente. Un deuxième projet de rapport sera envoyé au bureau de pays pour transmission aux parties prenantes nationales pour leur examen.

Ensuite, en étroite collaboration avec le bureau de pays et le MINEPAT, un atelier de restitution sera organisé, éventuellement par vidéoconférence entre New York et Yaoundé, pour les principales parties prenantes nationales afin de présenter les résultats de l'évaluation et d'étudier les voies à **suivre. Les participants incluent la direction générale du BIE et la responsable de l'évaluation**, au bureau de pays, aux représentants du bureau régional et aux représentants des parties prenantes nationales. L'objectif principal de cet atelier sera d'obtenir une plus grande adhésion nationale pour exploiter les leçons et recommandations tirées du rapport, de renforcer l'appropriation nationale du processus de développement et la responsabilisation nécessaire des interventions du PNUD au niveau du pays. Le rapport sera finalisé après la fin de l'atelier.

Phase 4 : Production, diffusion et suivi. Le rapport de l'ERAD sera communiqué à des parties prenantes internes et externes, en version papier et électronique. Il sera mis à disposition du Conseil d'administration du PNUD au moment de l'approbation d'un nouveau document de programme de pays. Il sera distribué par le BIE au sein du PNUD **ainsi qu'aux unités d'évaluation d'autres organisations internationales, sociétés et réseaux d'évaluateurs** et à des institutions dans la région. Le bureau de pays et le Gouvernement du Cameroun communiqueront le rapport aux parties prenantes nationales. Le rapport et la réponse de la direction seront publiés sur le site web du PNUD ainsi que sur le Centre de ressources de l'évaluation (<http://erc.undp.org/index.html>). Le bureau régional sera chargé de surveiller et de superviser la mise **en œuvre des actions de suivi**.

9. CALENDRIER DU PROCESSUS DE L'ERAD

Le calendrier provisoire du processus d'évaluation et les responsabilités respectives sont indiqués ci-dessous²⁵. Comme le bureau de pays et le bureau régional participeront au processus d'élaboration d'un nouveau DPP en 2017, l'ERAD se déroule à point nommé pour tirer parti des conclusions et des **recommandations de l'ERAD afin d'enrichir le processus de planification du nouveau DPP**. Ainsi, les messages clés de l'évaluation peuvent être validés de façon appropriée, de façon à pouvoir être pris en toute confiance en considération lors de l'élaboration du nouveau programme de pays. Le rapport final devrait être à la disposition du bureau de pays et du bureau régional au cours du 1^{er} trimestre 2017.

9. LISTE DES PROJETS

(Voir la liste des **projets à l'annexe 4**)

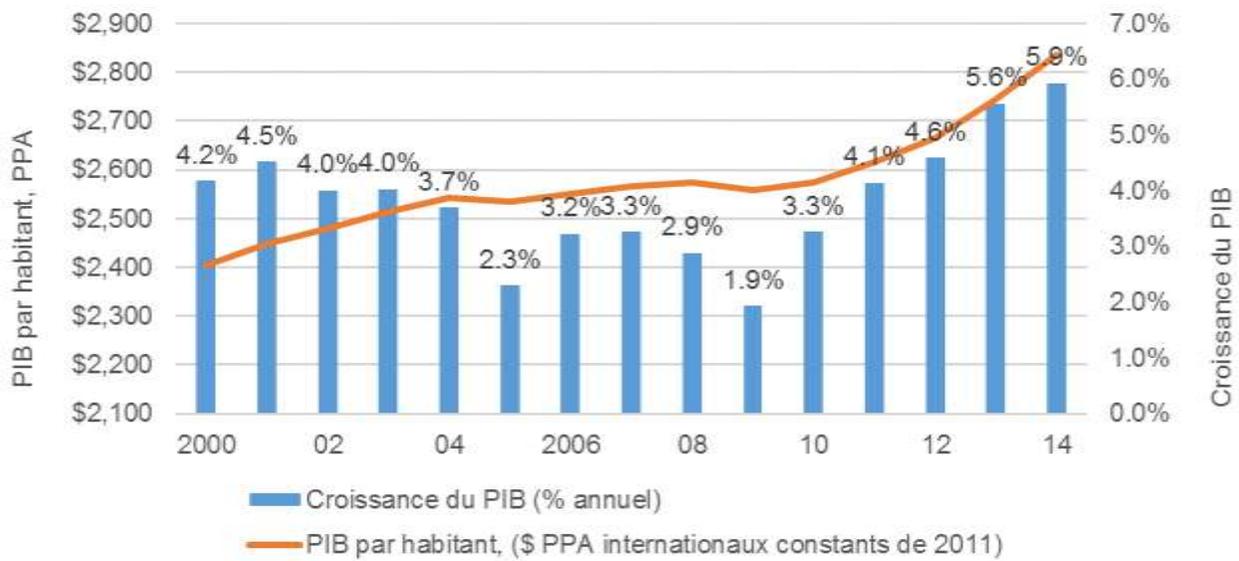
²⁵ Ce calendrier indique le processus ainsi que les échéances, et n'implique pas un engagement à temps plein de l'équipe d'évaluation pendant toute la période.

Tableau 3 : Calendrier provisoire

Activité	Responsable	Calendrier provisoire 2016-2017
Phase 1 : Préparation		
Mission préparatoire	Responsable de l'évaluation/responsable associé	Début avril 2016
TDR pour observations du BP/BRA/Gouv. Cameroun	Responsable de l'évaluation	Fin avril
Version finale des TDR complétés et validés par le BIE	Responsable de l'évaluation	Mai
Sélection de l'équipe d'évaluation	Responsable de l'évaluation	Mai
Phase 2 : Collecte et analyse des données		
Analyse préliminaire des effets	Responsable de l'évaluation/consultants membres de l'équipe d'évaluation	Mai-juin
Mission principale de collecte des données	Responsable de l'évaluation/consultants membres de l'équipe d'évaluation	Juin
Rapports spécifiques d'effets et/ou d'information	Consultants membres de l'équipe d'évaluation	Mi-juillet
Phase 3 : Synthèse et rédaction du rapport		
Première version provisoire du rapport pour approbation du BIE (en français et en anglais)	Responsable de l'évaluation	Septembre
Première version provisoire (en français) pour observations du bureau de pays/bureau régional	Responsable de l'évaluation/bureau de pays/bureau régional	Septembre
Deuxième version provisoire pour observations du Gouvernement du Cameroun et d'autres parties prenantes nationales	Responsable de l'évaluation/bureau de pays/Gouvernement/groupe de référence	Octobre
Réception de commentaires, révision du rapport	Responsable de l'évaluation	Novembre
Préparation de la réponse de la direction provisoire	Bureau de pays/bureau régional	Novembre
Atelier pour les parties prenantes (par vidéoconférence)	BIE/bureau de pays/Gouvernement	Novembre
Finalisation du rapport	Responsable de l'évaluation	Décembre
Phase 4 : Production et suivi		
Révision et mise en page	Responsable de l'évaluation	Janvier 2017
Publication et diffusion du rapport final	BIE	Début 2017

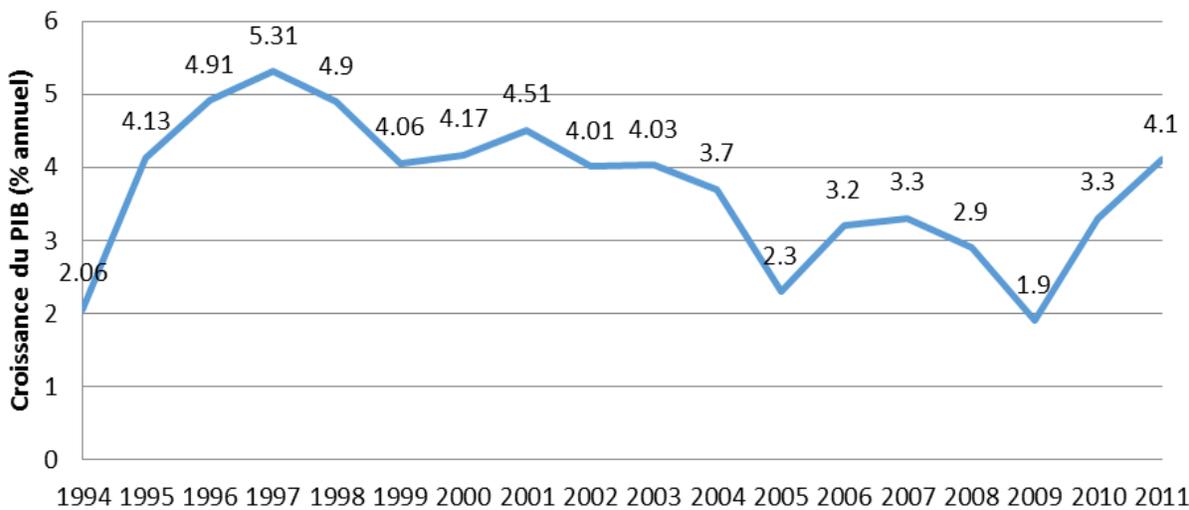
Annexe 2 – Vue d'ensemble du pays

Évolution du PIB, 2000-2014



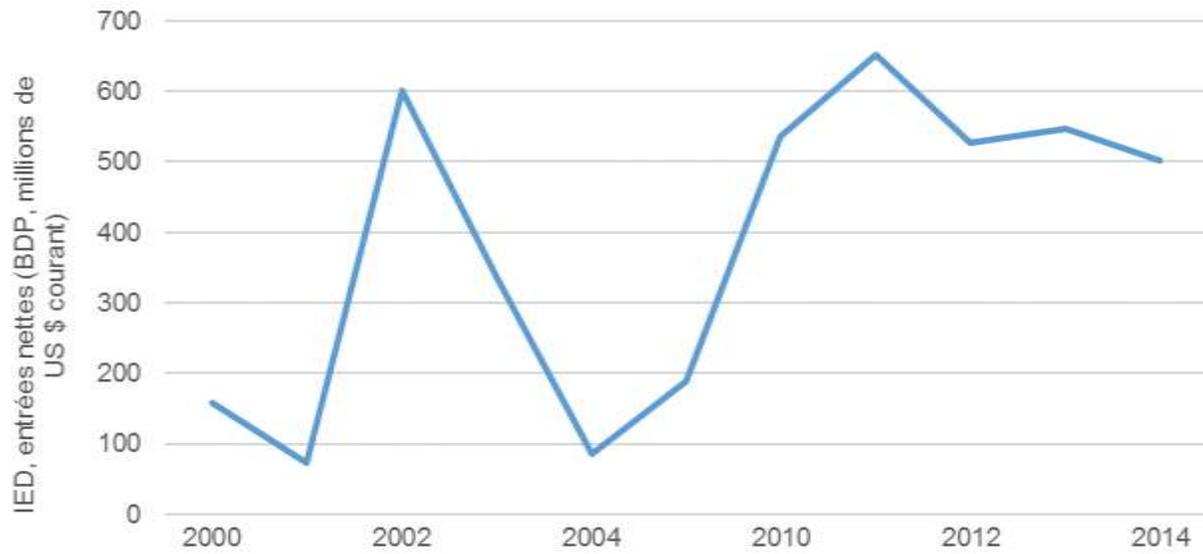
Source : Banque mondiale, WDI (2016)

Croissance du PIB (% annuel)



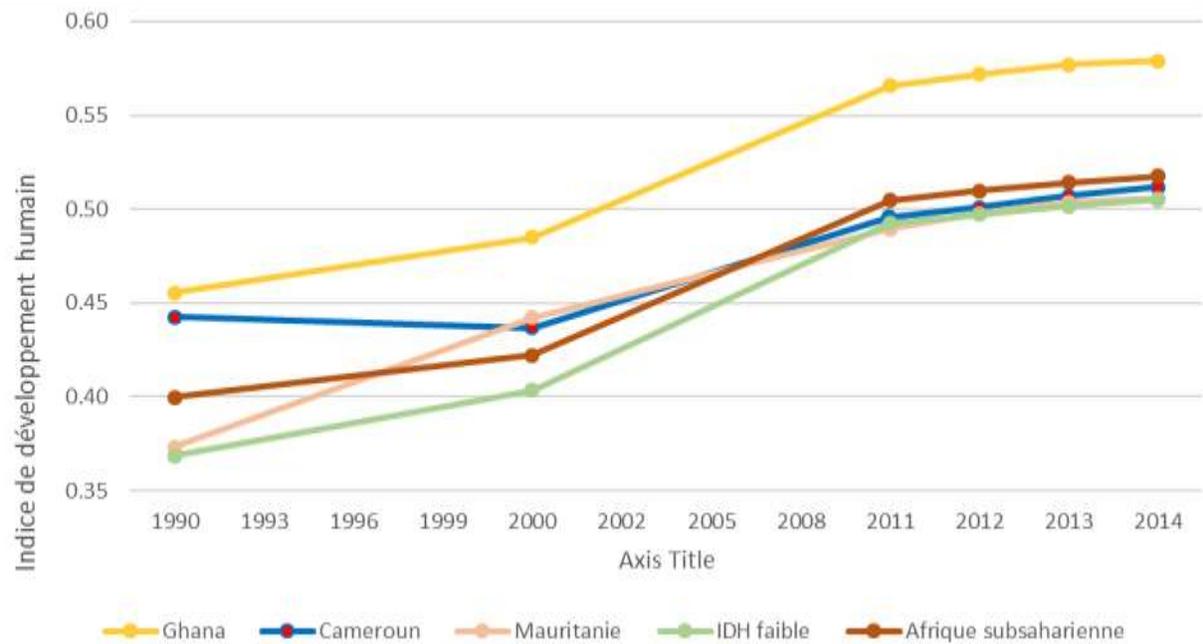
Source : portail de données du Cameroun (2016)

Afflux de l'investissement étranger direct (IED), 2000-2014



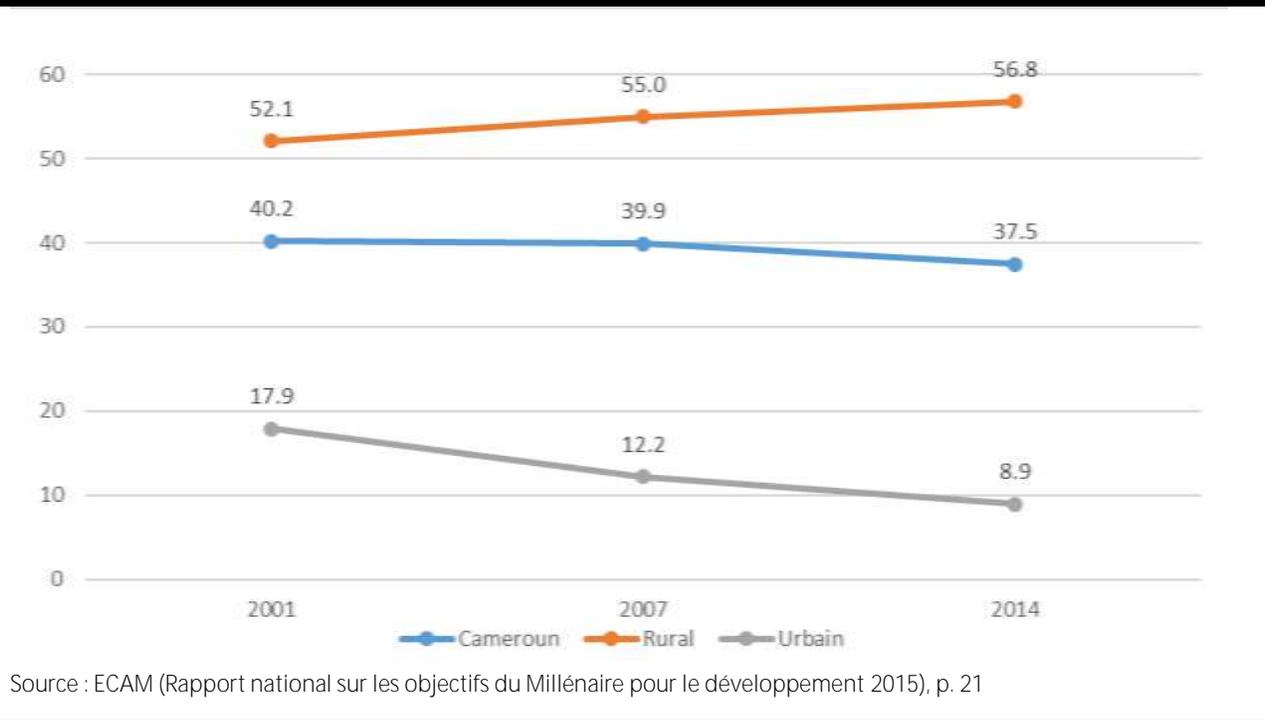
Source : Banque mondiale, WDI (2016)

Tendances de l'indice du développement humain, 1990-2014

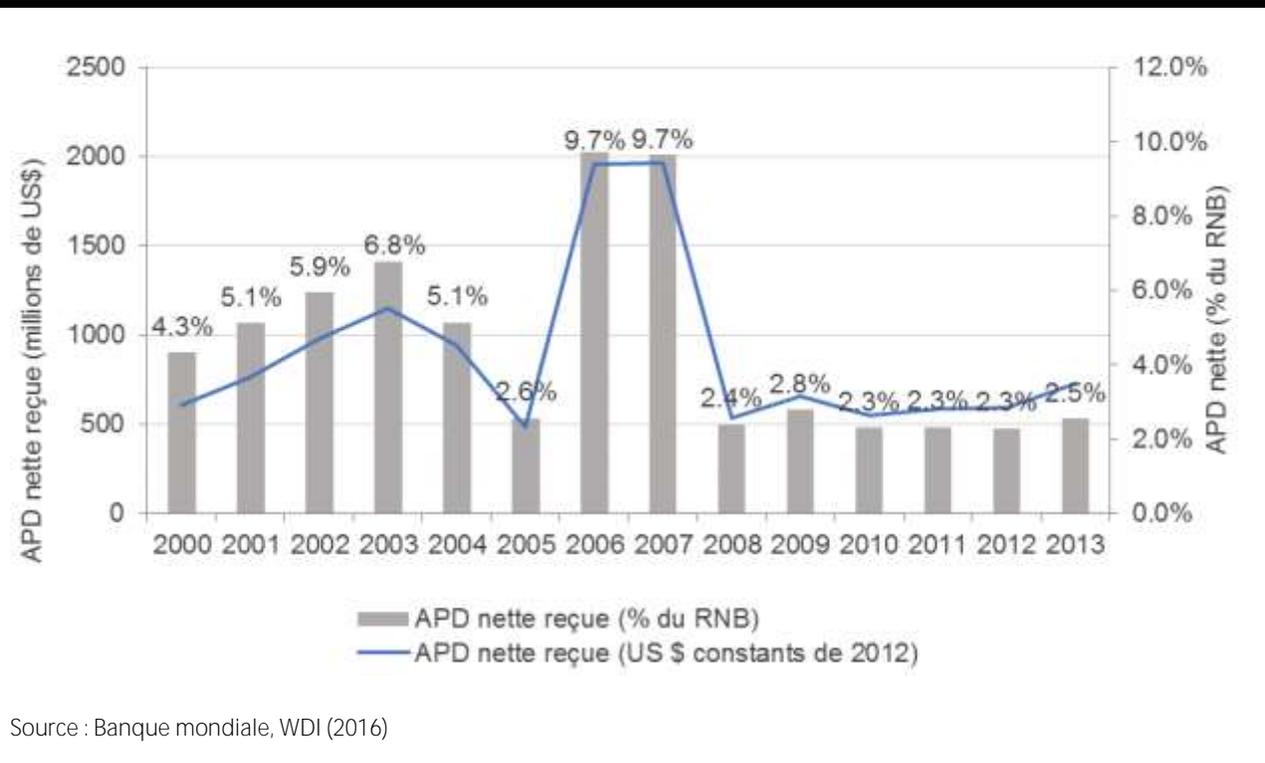


Source : Bureau du Rapport mondial sur le développement humain du PNUD (2015)

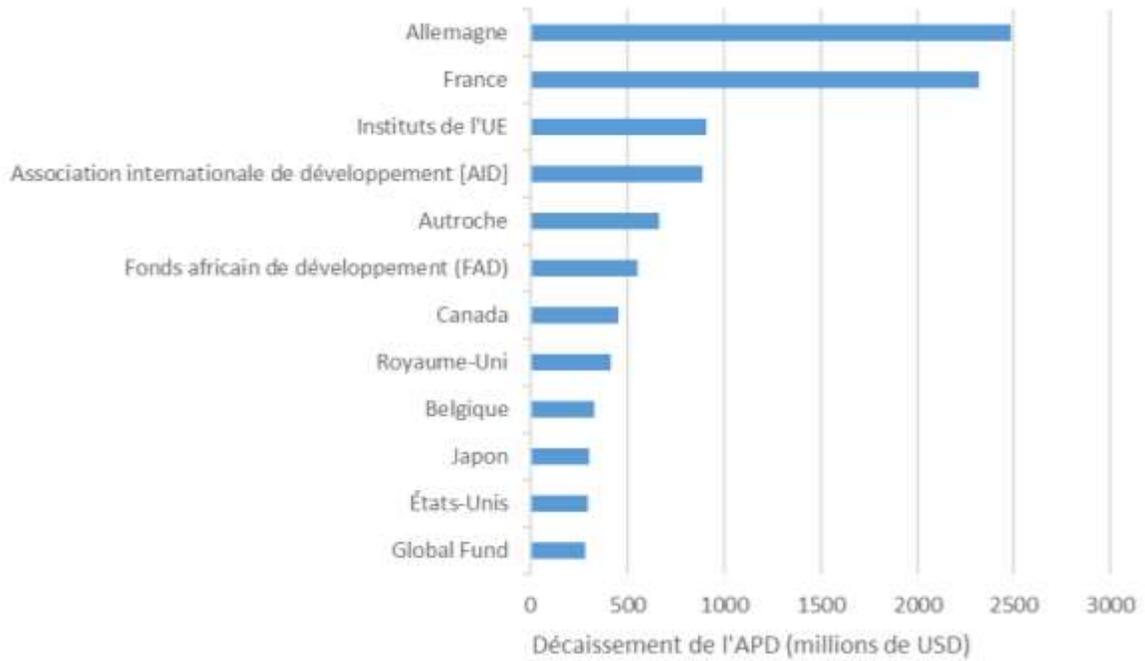
Proportion (%) de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté entre 2001 et 2014c**vb**



Part de l'aide publique au développement (APD) dans le RNB, 2000-2013



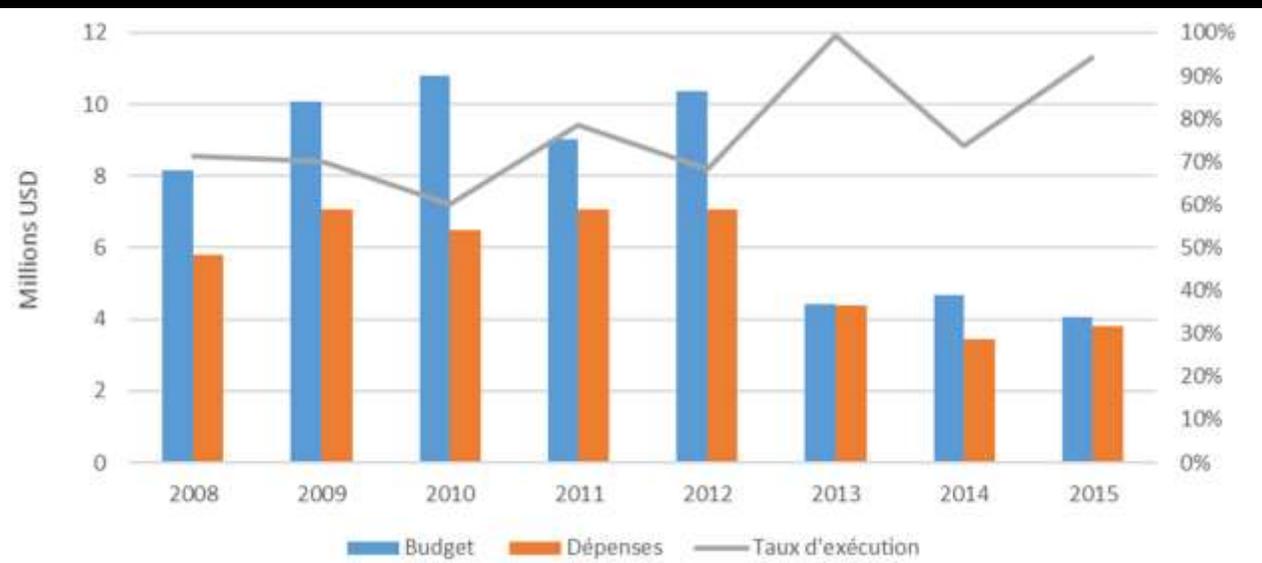
Principaux donateurs, 2002-2014



Source : OCDE, Assistant de requête pour les statistiques sur le développement international (OWIDS) (2016)

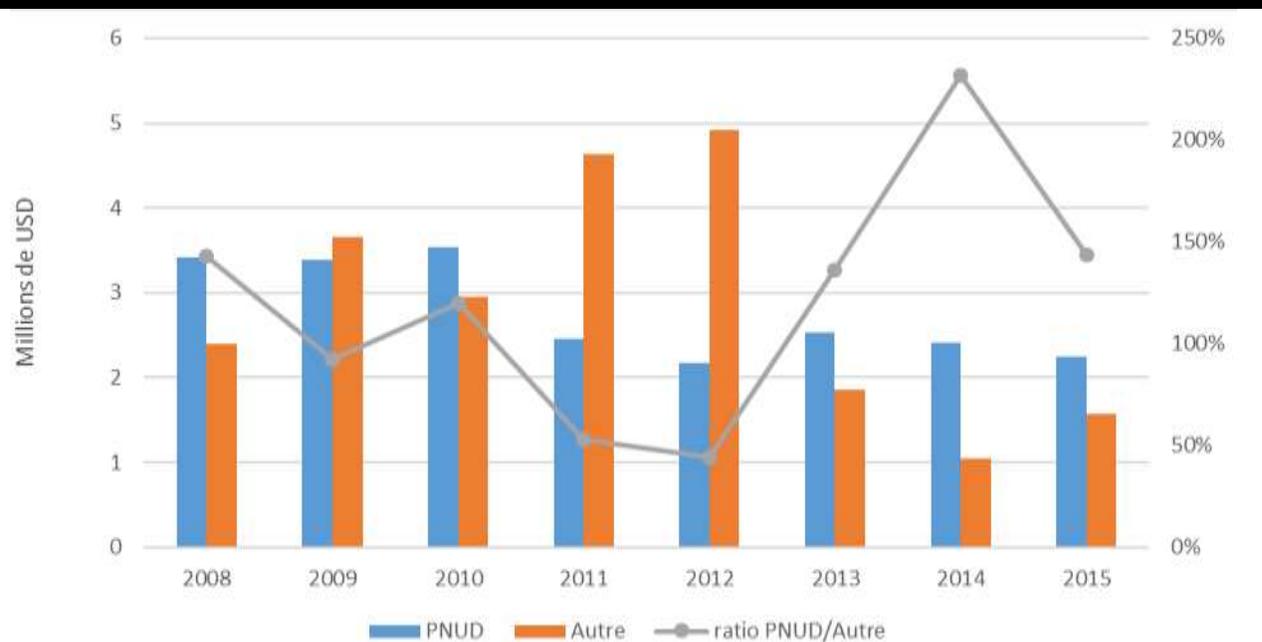
Annexe 3 – Vue d'ensemble du bureau de pays

Évolution des budgets et des dépenses de programme du PNUD, 2008-2015



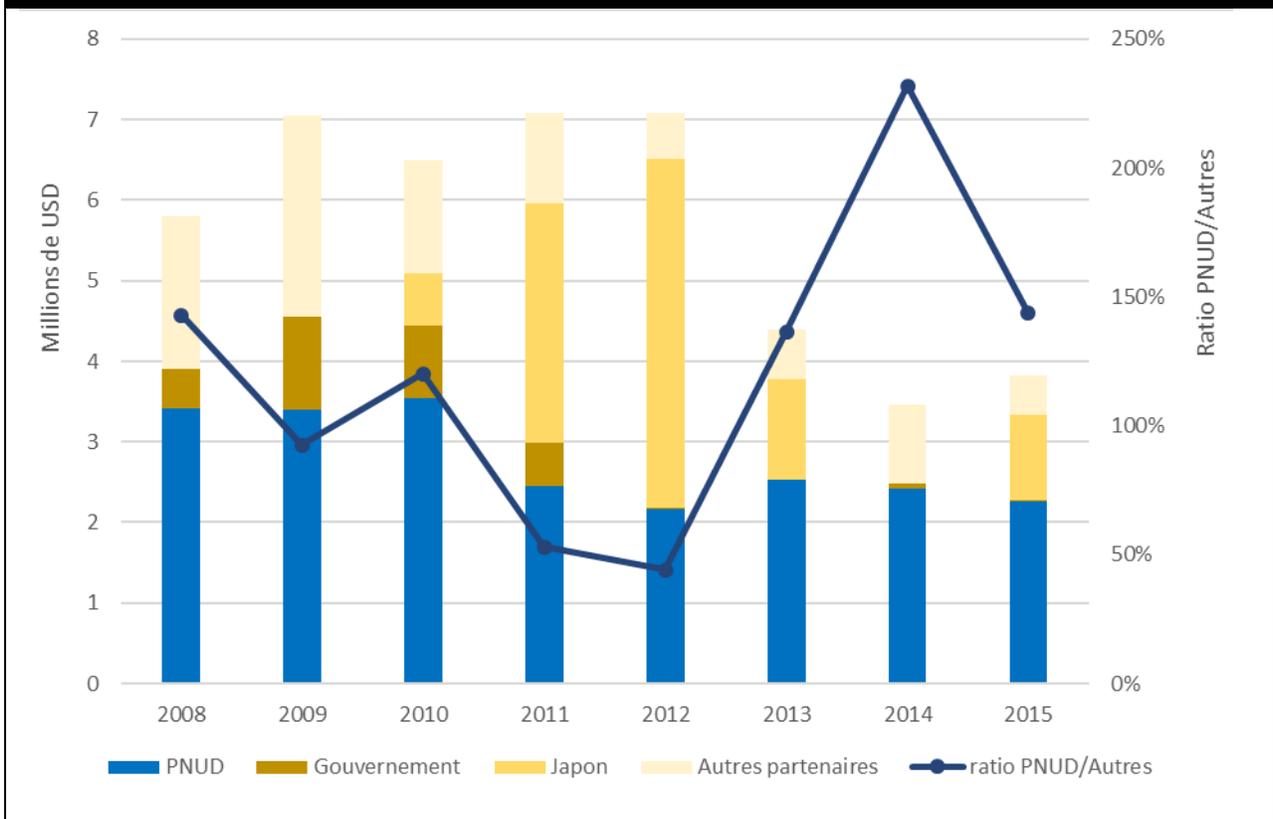
Source : Atlas Snapshot (2016)

Évolution des dépenses par source de financement, 2008-2015



Source : Atlas Snapshot (2016)

Évolution des dépenses par source de financement, 2008-2015

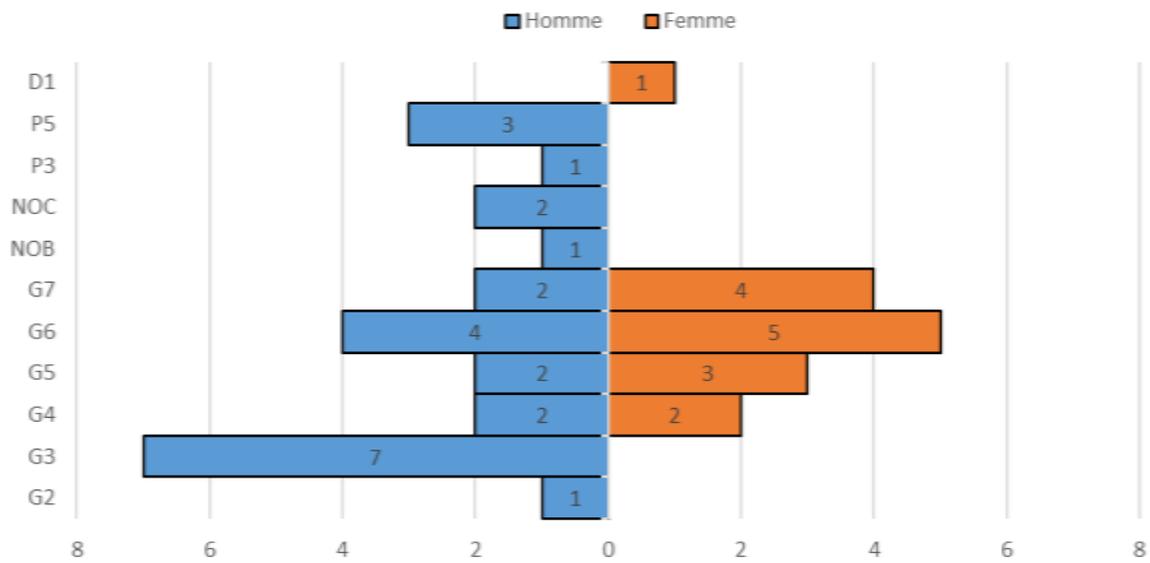


Contributions des principaux partenaires financiers (dépenses 2008-2015)



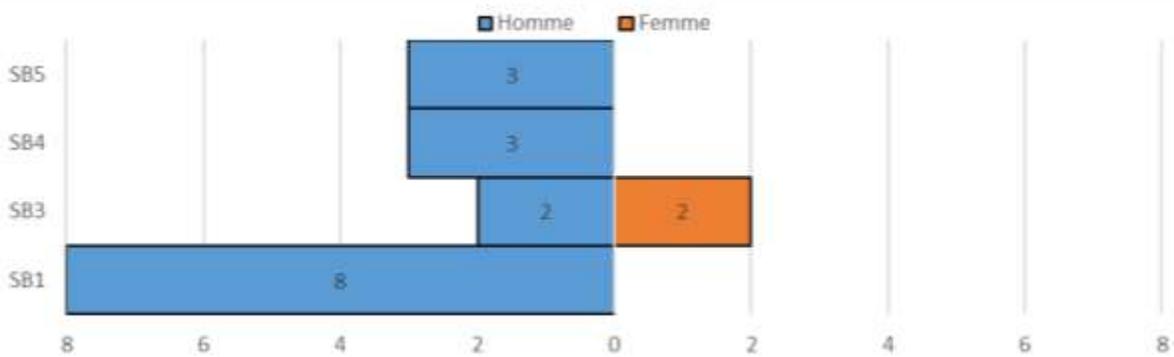
Source : OBIEE (2016) (filtré par dépenses de plus de 150 000 \$ des É.U.)

Composition du bureau de pays : distribution du personnel par niveau et par genre (contrats PNUD)



Source : Executive Snapshot, mars 2016

Distribution du personnel par niveau et par genre (contrats de service)



Source : Executive Snapshot, mars 2016

Annexe 4– Liste des projets

La liste a été établie à partir des données disponibles dans le système Atlas. Des projets conçus et mis en œuvre principalement avant 2008 et/ou arrivés à terme au début de la période couverte par l'ERAD ne sont pas pris en compte.

Tableau 1 : Liste des projets mis en œuvre entre 2008 et 2015															
Référence (Award)	Description (Source : système Atlas)	Prise en compte par l'ERAD	Marque ur genre	Effet 2008-2010	Effet 2011-2012	Effet 2013-2017	Mise en œuvre (dépenses)							Dépenses totales 2008-2015	
							2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014		2015
Gouvernance (inclusion) : amélioration de l'intégration du Genre, des préoccupations des groupes vulnérables et des dimensions transversales (environnement, VIH/sida) dans les plans, politiques et stratégies sectorielles															
00033752	Senior Economist — Cameroon	Non analysé en tant que projet autonome	GEN1			29									1 562 511
00047921	MOVING AHEAD LOCALIZATION OF MDGs IN CAMEROON	Conçu avant 2008 ; non pris en compte par l'ERAD	Pas de note	24/25	3 A										65 369
00049366	Renforcement Capacités Nationales en Droits Humains	Revue documentaire et entretiens	GEN1	23	1 A	29									647 175
00049535	Capacités développées et renforcées en OMDs-CADRE	Revue documentaire et entretiens	GEN1	25	3 A	29									2 000 949
00062486	Human Rights aspect to HIV/AIDS Response in Cameroon	Revue documentaire	No			29									197 553
00074049	POST 2015 Development Consultations in Cameroon	Revue documentaire et entretiens	GEN1			29									61 614

00074612	Programme d'Inclusion économique et sociale	Revue documentaire, entretiens, visites de terrain	GEN3			29									987 020
Gouvernance (institutions) : Gestion de l'État améliorée/État de droit/Amélioration des prestations rendues aux usagers des services publics															
00011872	Mise en œuvre et suivi DSRP	Conçu avant 2008 ; non pris en compte par l'ERAD	GEN2	25	3 A										891 146
00046596	Changer d'Habitudes — S'opposer à la Corruption (CHOC)	Revue documentaire et entretiens	GEN0	22	1 AA	31									1 791 813
00042835	Projet d'évaluation des partenariats d'aide au Cameroun	Revue documentaire et entretiens	GEN0	25	3 A	29									636006
00048463	CMB — Opérationnalisation de la Déclaration de Paris	Revue documentaire et entretiens	GEN0												82,541
00048914	Assistance préparatoire au Projet Elections 2009-2011	Revue documentaire et entretiens	GEN3	23	1 A	31									1 713 904
00049435	Coordination de la mise en œuvre du Programme Pays	Revue documentaire	GEN1	25	3A	31									2392 528
00051201	HRB Approach to Strengthening Participatory Democracy	Revue documentaire	GEN1												414 733
00061791	Institutional Cap Enhancement of EIRFORCES	Revue documentaire	GEN0		1 A	31									709 219
00074614	Prog Appui à l'Amélioration Qualité des Sces aux Usagers	Revue documentaire, entretiens, visites de terrain	GEN2			31									949,033
00074756	Programme d'Appui Plan Action	Revue documentaire	GEN1			31									1 679 561

	Programme Pays														
Environnement et changement climatique															
00056592	Renforcement Capacités Gestion de l'Environnement	Revue documentaire	GEN1	27	4 A	30									770 283
00058591	Climate Change Adaptation — Cameroon	Revue documentaire	GEN1	27	4 A	30									2 897 916
	Programme de microfinancements du FEM (SGP)	Revue documentaire, entretiens													
	Projet régional FEM : TRIDOM - Conservation de la biodiversité transfrontalière dans l'interzone de Dja-Odzala-Minkébé	Revue documentaire													
	Projet régional FEM : Partnerships for Biodiversity Conservation: Sustainable Financing of Protected Area Systems in the Congo Basin	Revue documentaire													
00074619	Amélioration de la résilience des populations (REPECC)	Revue documentaire, entretiens, visites de terrain	GEN2			30									894 533
00083255	A Bottom Up Approach to Access and Benefit Sharing	Projet lancé en 2015 ; non analysé par l'ERAD	GEN1			30									31 024
Réduction de la pauvreté : amélioration des revenus et de l'accès des populations aux services socioéconomiques de base															
00035256	Sous-programme de réduction de la pauvreté à la base	Revue documentaire, entretiens,	GEN2	25	3 A	29									6 292 401

		visites de terrain																
00044295	Subvention aux microprojets féminins	Petit projet conçu avant 2008 ; non analysé par l'ERAD	GEN2	25	3 A													17 779
00048302	Lutter contre la pauvreté monétaire — Extrême — Nord-CMR	Petit projet conçu avant 2008 ; non analysé par l'ERAD																39,999
00049573	Dynamisation/PME comme véritables vecteurs de lutte contre la pauvreté	Revue documentaire	GEN1	25	3 A													898 880
00056591	Renforcement des Capacités du Secteur de la Microfinance	Revue documentaire, entretiens	GEN1	25	3 A	32												799,464
00060231	Cameroon Millenium Village Programme	Revue documentaire, entretiens, visites de terrain	GEN1	25	3 A	32											-5 996	5 733 786
00066883	Sous-programme de réduction de la pauvreté à la 2	Revue documentaire, entretiens, visites de terrain	GEN2			32												1 838 219
Prévention et réponses aux crises																		
00044155	Réhabilitation socioéconomique de la zone du lac Nyos	Revue documentaire, entretiens	GEN2	26	2 A													407 985
00044348	Grippe aviaire	Projet conçu avant 2008 ; non analysé par l'ERAD	GEN1	26	2 A													1241 605
00058731	Assistance for building capacity for social cohesion	Revue documentaire, entretiens	GEN1	26	2 A													858 352

	(PADDZOF)														
00071143	Réponses aux Urgences des acteurs clefs du Septentrion	Revue documentaire				30									88 831
00083637	Renforcement des mécanismes de prévention des crises	Revue documentaire, entretiens, visites de terrain	GEN1												134 108
00087154	Rapid Response for Enhancing Resilience in Far North														969 988

Analyse des marqueurs genre

Marqueur	Programme 2008-2012		Marqueur	Programme 2013-2017	
GEN0	8	24 %	GEN0	0	0 %
GEN1	15	45 %	GEN1	5	45 %
GEN2	5	15 %	GEN2	3	27 %
GEN3	1	3 %	GEN3	1	9 %
Sans note	4	12 %	Sans note	2	18 %
Total	33		Total	11	

Annexe 5– Cadre de résultats et indicateurs

I. Tableau des indicateurs et leur état 2008-2012^{26 27}

Liste des indicateurs des effets du PNUD (2008-2012)								
Effet	Indicateur	Valeur de référence	Valeur cible	Progrès				
				2008	2009	2010	2011	2012
Effet n° 24 (Gouvernance – institutions)								
Processus de décentralisation renforcé ²⁸	Niveau d'intégration des OMD dans les outils de planification du développement local ²⁹	Niveau d'intégration des OMD dans le processus de planification du développement local faible	Niveau d'intégration des OMD dans le processus de planification du développement local en augmentation	Indicateur non mentionné dans le ROAR	Indicateur non mentionné dans le ROAR	Indicateur non mentionné dans le ROAR	Aucune donnée	N/A
	Capacités de réponse des acteurs locaux y compris des communes et les associations de PVVIH au VIH/sida renforcées ³⁰	Les capacités de réponse des acteurs locaux y compris des communes et des associations de PVVIH au VIH/sida sont faibles	Capacités de réponse des acteurs locaux y compris les communes et les associations de PVVIH au VIH/sida renforcées	Indicateur non mentionné dans le ROAR	Indicateur non mentionné dans le ROAR	Indicateur non mentionné dans le ROAR	Quelques progrès	Aucun changement
Effet n° 22 (Gouvernance – institutions)								
Efficacité et transparence dans la gestion de l'État améliorées	Degré de corruption réduit entre 2007 et 2012 (mesure de l'indice de perception calculé par Transparency International) ³¹	Aucune donnée	Aucune donnée	Indicateur non mentionné dans le ROAR	Indicateur non mentionné dans le ROAR	Indicateur non mentionné dans le ROAR		
Effet n° 23 (Gouvernance – institutions)								
État de droit amélioré et respect des droits humains renforcé	Augmentation du pourcentage de la population qui juge justes et transparentes les	Aucune donnée	Aucune donnée	Indicateur non mentionné dans le ROAR	Indicateur non mentionné dans le ROAR	Indicateur non mentionné dans le ROAR		

²⁶ La plupart des « effets, » « indicateurs, » « valeurs de référence, » et « valeurs cibles » sont définis dans les Rapports annuels orientés sur les résultats (ROAR – sigle anglais) 2008-2012. Des indicateurs additionnels trouvés dans le programme de pays (CPAP – sigle anglais) 2008-2012 sont indiqués.

²⁷ En 2011, le PNUD Cameroun a abandonné presque tous les effets formulés dans le CPAP 2008-2012 (avec l'exception du N° 24) et en a introduit de nouveaux. Les zones grises signifient que l'effet en question n'était pas concerné cette année.

²⁸ Le CPAP n'a mentionné aucun indicateur pour cet effet.

²⁹ Indicateur trouvé dans le ROAR 2011. Pas d'information sur cet indicateur dans les ROAR 2008-2010

³⁰ Indicateur trouvé dans le ROAR 2011. Pas d'information sur cet indicateur dans les ROAR 2008-2010

³¹ Indicateur trouvé dans le CPAP 2008-2012.

Liste des indicateurs des effets du PNUD (2008-2012)

Effet	Indicateur	Valeur de référence	Valeur cible	Progrès				
				2008	2009	2010	2011	2012
	élections organisées en 2007 et 2012 ³²							
	Amélioration de la qualité de l'information communiquée aux citoyens par les pouvoirs exécutif, législatif, judiciaire et les médias entre 2007 et 2012 ³³	Aucune donnée	Aucune donnée	Indicateur non mentionné dans le ROAR	Indicateur non mentionné dans le ROAR	Indicateur non mentionné dans le ROAR		
Effet n° 1A (Gouvernance – institutions)								
Efficacité, transparence,	Voir ci-dessous ³⁴	Voir ci-dessous ³⁵	Voir ci-dessous ³⁶				Aucune donnée Voir détail ci-dessous ³⁷	Toutes les cibles ont été atteintes sauf la formation du

³² Indicateur trouvé dans le CPAP 2008-2012.

³³ Indicateur trouvé dans le CPAP 2008-2012.

³⁴ Indicateur : 1. Degré de corruption réduit entre 2007 et 2012 (mesure de l'indice de perception calculée par Transparency International) ; 2. Augmentation du pourcentage de la population qui juge justes et transparentes les élections organisées en 2007 et 2012 ; 3. Amélioration de la qualité de l'information communiquée aux citoyens par le pouvoir exécutif, législatif, judiciaire et les médias entre 2007 et 2012 ; 4. Accroissement des ressources publiques effectivement allouées aux questions relatives à l'équité et à l'égalité des sexes ; 5. Diminution des plaintes pour violences et des discriminations faites aux femmes entre 2007 et 2012

³⁵ Dans le ROAR 2011, il y a une liste des valeurs de référence, mais il est difficile d'établir clairement à quelle valeur correspond un indicateur donné : 1. La loi sur la corruption n'existe pas ; 2. Existence d'un programme national de gouvernance prévoyant l'adoption desdits documents ; 3. CONAC non opérationnel ; 4. Réseau national des ONG et de la société civile pour la LCC non créé, non dynamisé et non fonctionnel ; 5. Existence d'un programme conjoint gouvernement/bailleurs sur l'APD en cours de mise en œuvre ; 6. Existence de l'ONEL et d'un texte de loi régissant l'organisation des élections ; coexistence de plusieurs dispositions légales pour chaque type d'élection ; 7. Fichier électoral non mis à jour et non informatisé ; 8. Faible capacité du Conseil constitutionnel, Cour suprême et ELECAM à gérer le processus électoral ; 9. Plan d'action de protection et de promotion des DH non adopté et non mis en œuvre ; 10. Cahiers pédagogiques pour l'éducation au DH non vulgarisés ; 11. Programmes scolaires et curricula des formations professionnelles non intégrant des volets pour l'intégration aux DH ; 12. Lois à réviser identifiées ; 13. Réseau d'appui à la gestion des élections par la société civile non créé et non fonctionnel ; 14. Les membres et le personnel de la CNDHL sont en mesure d'assurer leur rôle de promotion et de protection des droits de l'homme de façon efficace ; 15. Personnel judiciaire et parajudiciaire non à mesure d'assurer leur rôle de promotion des droits de l'homme de façon efficace ; 16. Membres des commissions de l'Assemblée nationale non à mesure d'assurer leur rôle de protection et de promotion des droits de l'homme de façon efficace ; 17. Capacités de 24 acteurs renforcés dans le domaine de la gestion des projets et programmes ; 18. Aucune revue, aucun comité sur le suivi/l'évaluation et audit des projets/programmes tenu

³⁶ Valeur cible : dans le ROAR 2011, il y a une liste des valeurs cibles, mais il est difficile d'établir clairement à quelle valeur correspond un indicateur donné : 1. Le plaidoyer pour l'adoption et la promulgation de la loi anticorruption est mené ; 2. Le Gouvernement dispose d'une politique et d'une stratégie de lutte contre la corruption ; 3. CONAC opérationnel ; 4. Réseau national des ONG et de la société civile pour la LCC créé, membres répertoriés et réseau produisant un rapport annuel sur l'état de la corruption ; 5. Rapports sur l'APD produits et disponibles ; 6. Élections de 2011 et 2012 organisées sur l'égide d'ELECAM ; 7. Projet de code électoral harmonisé et disponible ; 8. Plaidoyer pour son adoption et sa promulgation mené ; 9. Fichier électoral mis à jour et informatisé ; 10. Au moins deux sessions de formation organisées pour les ressources humaines de chacune des entités suivantes : le Conseil constitutionnel, la Cour suprême et ELECAM ; 11. Plan d'action de protection et de promotion des droits de l'homme adopté et mis en œuvre ; 12. Les droits humains sont intégrés dans les programmes scolaires et les curricula de formation, et l'accès aux informations sur les droits de l'homme est possible sur Internet. Programmes scolaires et curricula des formations professionnels intégrant des volets pour l'intégration aux droits de l'homme. Plaidoyer pour la révision des textes de loi nationaux en conformité avec les traités internationaux ratifiés et rapports vulgarisés sur les sites Internet accessibles à tous ; 13. Appui à la création d'un réseau des OSC et au moins deux sessions de renforcement de capacités organisées ; 14. Au moins deux sessions de formation organisées à l'intention des membres et du personnel des ONG et des représentants de la société civile ; 15. Au moins deux sessions de formation organisées à l'intention des formateurs ; 16. Au moins deux sessions de formation organisées à l'intention du personnel judiciaire et parajudiciaire ; 17. Au moins deux sessions de formation organisée à l'intention des membres des commissions de l'Assemblée nationale ; 18. Capacités de 140 acteurs en gestion de projets ; 19. Quatre rapports trimestriels élaborés par projet et approuvés par an ; 20. Un rapport annuel élaboré par projet et approuvé par an ; 21. Plan d'audit des projets mis en œuvre avec succès.

³⁷ Commentaire dans le ROAR 2011 : le logiciel SIGCE développé par le PNUD a apporté plus de transparence et de crédibilité au fichier électoral ; mobilisation des différents acteurs tant nationaux qu'internationaux en matière d'appui technique et financier au Gouvernement ; l'appui du PNUD a permis la formulation et l'adoption d'une stratégie, sa mise en œuvre et la création d'un tribunal

Liste des indicateurs des effets du PNUD (2008-2012)								
Effet	Indicateur	Valeur de référence	Valeur cible	Progrès				
				2008	2009	2010	2011	2012
démocratie et respect des droits humains dans la gestion de l'État améliorés								personnel judiciaire et parajudiciaire ainsi que la formation de 140 personnes en gestion de projets
							Progrès significatifs	Quelques progrès
Effet n° 28 (Gouvernance – inclusion)								
Prise en compte des questions d'équité et de genre systématisé dans la formulation et la mise en œuvre des politiques, stratégies et programme de développement	i) Accroissement des ressources publiques effectivement allouées aux questions relatives à l'équité et à l'égalité des sexes ³⁸	Aucune donnée	Aucune donnée	Indicateur non mentionné dans le ROAR	Indicateur non mentionné dans le ROAR	Indicateur non mentionné dans le ROAR		
	ii) Diminution des plaintes pour violences et des discriminations faites aux femmes entre 2007 et 2012 ³⁹	Aucune donnée	Aucune donnée	Indicateur non mentionné dans le ROAR	Indicateur non mentionné dans le ROAR	Indicateur non mentionné dans le ROAR		
Effet n° 25 (Réduction de la pauvreté)								
Niveau de réalisation des OMD en augmentation	Incidence de la pauvreté en milieu rural ⁴⁰	Aucune donnée	i) Incidence réduite (aux niveaux rural et national) de dix points à l'horizon 2012	Indicateur non mentionné dans le ROAR	Indicateur non mentionné dans le ROAR	Indicateur non mentionné dans le ROAR		
	Incidence de la pauvreté au niveau national ⁴¹	Aucune donnée	ii) Un DSRP de 2e génération basé sur les OMD produit, mis en œuvre et évalué	Indicateur non mentionné dans le ROAR	Indicateur non mentionné dans le ROAR	Indicateur non mentionné dans le ROAR		
Effet n° 3A (Réduction de la pauvreté)								
Efficacité de la	Incidence de la pauvreté en	Au moins 200	Au moins 500					

criminel spécial par le Gouvernement pour mieux combattre ce phénomène de corruption ; le PNUD également contribué à une meilleure organisation et coordination de la stratégie de lutte contre la corruption à travers une bonne définition et répartition des rôles des différents acteurs (stratégie nationale).

³⁸ Indicateur trouvé dans le CPAP 2008-2012.

³⁹ Indicateur trouvé dans le CPAP 2008-2012.

⁴⁰ Indicateur trouvé dans le CPAP 2008-2012.

⁴¹ Indicateur trouvé dans le CPAP 2008-2012.

Liste des indicateurs des effets du PNUD (2008-2012)

Effet	Indicateur	Valeur de référence	Valeur cible	Progrès				
				2008	2009	2010	2011	2012
réalisation des OMD améliorée	milieu rural ; Incidence de la pauvreté au niveau national	microprojets ⁴²	microprojets ⁴³				Voir ci-dessous ⁴⁴	385 microprojets financés ⁴⁵
							Quelques progrès	Progrès significatifs
		1 rapport RNDH produit 150 micro entrepreneurs ayant bénéficié d'une subvention 150 micro entreprises ayant bénéficié d'un financement	3 Rapports d'atelier de vulgarisation des RNDH (soit 1 tous les deux ans) Au moins 80 micro entrepreneurs ayant bénéficié d'une subvention Au moins 80 micro entreprises ayant bénéficié d'un financement				Rapport national sur le développement humain en cours de réalisation 60 gérants de microentreprises à former 62 gérants d'entreprise formés dont 27 % de femmes.	Le RNDH 2008/2009 et 2010/2011 produits, publié. Rapport OMD 2012 finalisé et diffusé. Normes et référentiels développement humain élaborés.
							Progrès significatifs	Progrès significatifs
		Au moins 150 micro et petites entreprises ⁴⁶	Au moins 350 micro et petites entreprises ⁴⁷				Voir ci-dessous ⁴⁸	342 micro et petites entreprises renforcées ⁴⁹
					Quelques progrès	Progrès significatifs		
	Faible nombre de représentants locaux formés ⁵⁰	Une centaine d'autorités locales formées ⁵¹				Voir ci-dessous ⁵²	Taux d'au moins 15 % de personnes ayant accès aux services	

⁴² Valeur complète : au moins 200 microprojets financés en faveur des personnes vulnérables et à faible revenu parmi lesquels au moins 25 % des bénéficiaires sont des femmes et au moins 5 % sont des personnes vivantes avec le VIH (PVVIH)

⁴³ Valeur complète : au moins 500 microprojets financés en faveur des personnes vulnérables et à faible revenu parmi lesquels au moins 25 % des bénéficiaires sont des femmes et au moins 5 % sont des personnes vivantes avec le VIH (PVVIH)

⁴⁴ Progrès complet : résultats atteints - 41 microprojets additionnels en faveur des personnes vulnérables et à faible revenu financés et 115 en attente de financement soit un taux d'atteinte de la cible annuelle de 26 % et de la cible du CPAP de 77 %. 134 microprojets d'AGR additionnels mis en œuvre et toujours opérationnels, soit un cumul fin 2011 de 376 microprojets opérationnels sur un total de 385 financés. Taux de réussite des microprojets de 98 %

⁴⁵ Progrès complet : 385 microprojets financés parmi lesquels au moins 60 % sont des femmes et 14,6 % sont des personnes PVVIH.

⁴⁶ Valeur complète : au moins 150 micro et petites entreprises ayant bénéficié d'une formation. Stratégie de microfinance disponible et évaluée (SC). Termes de référence d'élaboration de la stratégie sur la microfinance disponibles. Renforcement des capacités de suivi des activités du secteur de la microfinance (SC). Faible capacité de la Direction de la microfinance dans le domaine des modules de supervision de la microfinance. Renforcement des capacités d'ANEMCAM. Faible structuration de la microfinance et des capacités d'ANEMCAM.

⁴⁷ Valeur complète : au moins 350 micro et petites entreprises ayant bénéficié d'une formation Stratégie sur la microfinance produite, adoptée et opérationnelle. 30 cadres de la Direction MF/MINFI formés sur des modules de supervision de la microfinance. 60 membres d'ANEMCAM formés par an dans ce domaine et secteur de la microfinance mieux structuré.

⁴⁸ Progrès complet : 30 personnes ont été formées sur le PCEMF dont neuf femmes. État des lieux du secteur de la microfinance réalisé. Adoption du calendrier de la formulation de la stratégie manière participative dans le cadre du PADMIR.

⁴⁹ Progrès complet : 342 micro et petites entreprises renforcées. 60 cadres ANEMCAM formés, 20 cadres de la Direction de la microfinance formés.

⁵⁰ Valeur complète : faible nombre de représentants locaux formés dans la planification intégrée pour accéder aux biens sociaux de base (SC). Faible nombre de personnes ayant accès aux services sociaux de base mis en place ou améliorés dans le cadre du programme Villages du Millénaire. Une vingtaine d'acteurs nationaux formés à la méthodologie de calcul des coûts des OMD dont au moins 10 % des femmes (SC). Phase pilote réalisée pour la production d'un rapport sur le calcul des coûts des OMD.

Liste des indicateurs des effets du PNUD (2008-2012)

Effet	Indicateur	Valeur de référence	Valeur cible	Progrès				
				2008	2009	2010	2011	2012
							Quelques progrès	sociaux (villages du Millénaire).
								Progrès significatifs
		Nombre d'acteurs de développement locaux formés ⁵³	Au moins 50 acteurs formés ⁵⁴				Voir ci-dessous ⁵⁵	Deux plans locaux de développement et au moins 30 acteurs formés pour leur mise en œuvre. Dispositif statistique de cadrage macroéconomique.
							Quelques progrès	Progrès significatifs
Effet n° 26 (Prévention/réponses aux crises, changement climatique)								
La vulnérabilité aux crises réduite	Dispositif minimum de surveillance disponible ⁵⁶	Aucune donnée	Aucune donnée	Indicateur non mentionné dans le ROAR	Indicateur non mentionné dans le ROAR	Indicateur non mentionné dans le ROAR		
Effet n° 2A (Prévention/réponses aux crises, changement climatique)								
Processus de	Dispositif minimum de	Plusieurs valeurs. Voir ci-	Plusieurs valeurs.				Aucune donnée	Toutes les cibles ont

⁵¹ Valeur complète : un : une centaine de représentants locaux formés dans la planification intégrée pour accéder aux biens sociaux de base (SC). Hausse d'au moins 10 % de la proportion de personnes ayant accès aux services sociaux de base mis en place ou améliorés dans le cadre du programme Villages du Millénaire. Une centaine d'acteurs nationaux formés à la méthodologie de calcul des coûts des OMD dont au moins 10 % de femmes (un rapport sur le calcul des coûts des OMD produit).

⁵² Progrès complet : 50 % des investissements dans les services sociaux de base réalisés et en cours dans les deux sites pour l'ensemble des secteurs couvrant les huit OMD (distribution des intrants, construction et réfection des structures scolaires et sanitaires, réfection des points d'eau, financement des activités génératrices de revenus exercées par des femmes, mise en place des unités de transformation des produits agricoles); 30 % des activités de renforcement des capacités et de mobilisation communautaires mises en œuvre ; 20 % des ménages touchés dans les sites du programme (Maroua 1^{er} et Meyonmessi) ; préparation de l'atelier d'alignement des plans de développement locaux basés sur les OMD et leur budgétisation finalisé (TDR, modules, personnes-ressources et participants) et conduite de l'atelier programmé pour février 2012.

⁵³ Valeur complète : nombre d'acteurs de développement locaux formés dans la conception et la mise en œuvre des plans locaux de développement basés sur les OMD. Faible nombre d'acteurs formés et opérationnels dans la conception et la mise en œuvre des plans locaux de développement basés sur les OMD. Plans de développement basés sur les OMD produits au niveau des communes inexistantes (prenant en considération le genre et le VIH). Faible nombre d'acteurs locaux formés dans la mise en œuvre des plans de développement locaux basés sur les OMD (SC). Dispositif statistique de suivi et d'évaluation des OMD et du DSRP limité. Outils de modélisation complets (SIPAE incomplet). DSCE mieux aligné aux OMD et le budget de l'État mieux aligné au DSCE (SC). Nombre de CDMT limité et non opérationnels. Faible nombre de population locale formé dans le budget *tracking* et dans la conception – *monitoring* des microprojets de développement 11 Nombre de rapports de progrès des OMD produits et publiés (SC). Aucun rapport de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre de DSCE produit et diffusé.

⁵⁴ Valeur complète : au moins 50 acteurs formés et opérationnels dont au moins 5 % des femmes dans la conception et la mise en œuvre des plans locaux de développement basés sur les OMD. Au moins cinq plans locaux de développement basés sur les OMD ; Plans de développement basés sur les OMD produits au niveau des communes inexistantes (prenant en considération le genre et le VIH). 60 acteurs locaux formés à la mise en œuvre des plans de développement locaux basés sur les OMD (SC). Questionnaire de suivi et d'évaluation des OMD nouveau dispositif statistique adopté et utilisé Outils de cadrage macro-économique intégrant la dimension OMD disponible au moins 80 % de CDMT aligné sur les OMD, produits et opérationnels. Au moins 200 personnes formées au suivi budgétaire et ainsi qu'à la conception – monitoring des microprojets de développement. 11 rapports en plus (10 régionaux et 1 national). Quatre rapports de suivi d'évaluations de la mise en œuvre de DSCE produits et diffusés.

⁵⁵ Progrès complet : nouveau dispositif statistique de suivi/évaluation des OMD et du DSCE initié. 11 rapports de progrès sur les OMD produits et publiés (10 rapports régionaux et un rapport national). Un rapport semestriel de suivi/évaluation de la mise en œuvre du DSCE produit.

⁵⁶ Indicateur trouvé dans le CPAP 2008-2012.

Liste des indicateurs des effets du PNUD (2008-2012)								
Effet	Indicateur	Valeur de référence	Valeur cible	Progrès				
				2008	2009	2010	2011	2012
décentralisation et prévention de crises et catastrophes renforcés	surveillance disponible	dessous ⁵⁷	Voir ci-dessous ⁵⁸					été atteintes sauf la N° 3:10000 pers. réinsérées ; 100 équipes municipales formées ; doc. de politique et de progr. pour le dev. frontalier validé
							Progrès significatifs	Cible atteinte ou dépassée
Effet n° 27 (Environnement)								
Gestion des ressources environnementales et énergétiques efficace pour protéger les ressources environnementales et énergétiques en conformité avec la convention internationale sur le changement climatique	Accroissement du nombre d'acteurs ayant des capacités pour gérer durablement l'environnement en exploitant des données environnementales ⁵⁹	Aucune donnée	Aucune donnée	Indicateur non mentionné dans le ROAR	Indicateur non mentionné dans le ROAR	Indicateur non mentionné dans le ROAR		
	Taux de diminution du nombre d'acteurs clés n'exploitant pas les directives réglementaires complètes et les outils de planification majeurs pour la gestion de l'environnement ⁶⁰	Aucune donnée	Aucune donnée	Indicateur non mentionné dans le ROAR	Indicateur non mentionné dans le ROAR	Indicateur non mentionné dans le ROAR		
	Taux d'augmentation de la superficie des terres abritant une diversité biologique et des	Aucune donnée	Aucune donnée	Indicateur non mentionné dans le ROAR	Indicateur non mentionné dans le ROAR	Indicateur non mentionné dans le ROAR		

⁵⁷ Liste des valeurs : 1. 100 acteurs nationaux formés ou recyclés en systèmes d'alerte rapide ; 2. Sites insuffisamment sécurisés ; 3. Stratégie de communication et de sensibilisation faible pour la réponse à la grippe aviaire ; 4. Capacités limitées en prévention et réponse à la grippe aviaire ; 5. Faible nombre de professionnels de la santé humaine et animale formés ; 6. 48 équipes municipales cibles formées en gestion municipale ; 7. 70 Maires et autorités municipales capables d'assurer le leadership de la coordination et le suivi de la mise en œuvre de la réponse locale de VIH sida ; 8. Besoins de renforcement des capacités des collectivités locales non évalués ; 9. Documents de politique et de programme pour le développement frontalier non validés

⁵⁸ Liste des valeurs (le lien entre toutes les valeurs cible et les valeurs de référence n'est pas clair) : 1. 250 acteurs nationaux formés ou recyclés en systèmes d'alerte rapide ; 2. Dégazage nécessaire du lac Nyos effectué ; 3. 10 000 personnes réinsérées sur le site du lac Nyos ; 4. Communication et sensibilisation effective ; 5. Au moins 200 équipements variés octroyés ; 6. Au moins 20 services renforcés en équipements ; 7. 2 000 professionnels de la santé humaine et animale formés ; 8. Au moins 100 équipes municipales cibles formées pour la gestion municipale ; 9. Au moins 100 maires et autorités municipales capables d'assurer le leadership de la coordination et le suivi de la mise en œuvre de la réponse locale au VIH/sida ; 10. Besoins de renforcement des capacités des collectivités locales évalués ; 11. Documents de politique et de programme pour le développement frontalier validé

⁵⁹ Indicateur trouvé dans le CPAP 2008-2012.

⁶⁰ Indicateur trouvé dans le CPAP 2008-2012.

Liste des indicateurs des effets du PNUD (2008-2012)										
Effet	Indicateur	Valeur de référence	Valeur cible	Progrès						
				2008	2009	2010	2011	2012		
	ressources naturelles gérées de manière durable ⁶¹									
	Nombre d'acteurs nationaux et communautaires ayant les capacités de suivi de la mise en œuvre de la convention internationale sur le changement climatique ⁶²	Aucune donnée	Aucune donnée	Indicateur non mentionné dans le ROAR	Indicateur non mentionné dans le ROAR	Indicateur non mentionné dans le ROAR				
Effet n° 4A (Environnement)										
Gestion efficace des ressources environnementales et énergétiques en conformité avec la convention internationale sur le changement climatique	1. Accroissement du nombre d'acteurs ayant des capacités pour gérer durablement l'environnement en exploitant les données environnementales	Plusieurs valeurs. Voir ci-dessous ⁶³	Plusieurs valeurs. Voir ci-dessous ⁶⁴				Protocole d'échange de données entre les parties prenantes élaboré et en cours de validation. Base de données TRIDOM réalisée pour contenir les données sur le suivi écologique et socioéconomique dans l'espace TRIDOM	Renforcement capacités. Base de données environnementales sensibles. PNGE II finalisée PAN/LCD, PANERP diffusé.		
	2. Taux de diminution du nombre d'acteurs clés n'exploitant pas les directives réglementaires complètes et les outils de planification majeure pour la gestion de l'environnement								Quelques progrès	Progrès significatifs
	3. Taux d'augmentation de la superficie des terres			Plusieurs valeurs. Voir ci-dessous ⁶⁵	Plusieurs valeurs. Voir ci-dessous ⁶⁶					Voir ci-dessous ⁶⁷

⁶¹ Indicateur trouvé dans le CPAP 2008-2012.

⁶² Indicateur trouvé dans le CPAP 2008-2012.

⁶³ Valeurs : 1. Insuffisance de données environnementales thématiques normalisées et contextualisées ; 2. Absence de rapport national sur l'état de l'environnement — Nombre de rapports nationaux sur l'état de l'environnement produits et diffusés tous les deux ans ; 3. Insuffisance de textes d'application de la loi-cadre sur l'environnement — Nombre d'acteurs environnementaux sensibilisés et engagés dans la mise en œuvre du PNGE II ; 4. Stratégie nationale relative à la biodiversité et Stratégie relatives à l'eau et aux sols. Outil de planification sur l'eau et les sols. Biodiversité, PAN/LCD, PANERP, stratégie de gestion de la pollution, PNGE non diffusé. Acteurs non informés

⁶⁴ Valeurs : 1. En 2012 au moins 1000 données environnementales thématiques ont été normalisées et contextualisées ; 2. En 2012 au moins un système fonctionnel de gestion de données environnementales a été mis en place ; 3. En 2012, au moins 200 acteurs environnementaux ont utilisé le système de gestion de données environnementales ; 4. En 2012, un rapport national sur l'état de l'environnement a été produit et diffusé ; 5. Au moins dix projets de textes d'application de la loi-cadre sur l'environnement ont été élaborés ou améliorés ; 6. Outil de planification sur l'eau et les sols. Biodiversité, PAN/LCD, PANERP. Stratégie de gestion de la pollution. PNGE diffusé ; 7. Acteurs informés

⁶⁵ Valeurs : 1. Accès limité aux services énergétiques durable et faiblesse d'initiatives en matière de lutte contre désertification ; 2. Faible nombre de forêts communautaires et/ou de zones de chasse communautaires ayant reçu l'appui du projet pour leur création dans l'espace TRIDOM. Capacités des acteurs nationaux et communautaires limitées pour s'approprier la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques ; 3. Faible nombre d'outils méthodologiques conçus pour l'élaboration du PANA ; 4. Faible nombre de plateformes intersectorielles pour l'adaptation aux changements climatiques mises en place ; 5. Faible nombre d'acteurs sensibilisés/informés sur le PANA ; 6. Faible nombre de projets REDD développés ; 7. Au moins un projet REDD formulé et soumis pour financement aux instances ; 8. Faible nombre d'outils de suivi/évaluation de l'UNFCCC développés ; 9. Système de planification participative (plans d'action périodiques) et de

Liste des indicateurs des effets du PNUD (2008-2012)								
Effet	Indicateur	Valeur de référence	Valeur cible	Progrès				
				2008	2009	2010	2011	2012
	abritant une diversité biologique des ressources naturelles gérées de manière durable							PNACC disponible. 59 microprojets financés. 8 microprojets sur les énergies alternatives financés.
	4. Nombre d'acteurs nationaux et communautaires ayant les capacités de suivi de la mise en œuvre de la convention internationale sur les changements climatiques						Quelques progrès	Progrès significatifs

Source : ROAR (2008-2012)

suivi/reporting (atelier annuel de suivi, rapport annuel de progrès, communication nationale) de la mise en œuvre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques développé

⁶⁶ Valeurs : 1. Au moins 50 microprojets pilotes à impact et à caractère démonstratif sélectionnés et mis en œuvre dans les domaines de l'énergie et de la Désertification ; 2. En 2012 au moins 50 communautés ont bénéficié d'un appui technique ou financier pour améliorer l'accès aux services de l'énergie ou renforcer la lutte contre la désertification ; 3. En 2012 au moins 30 bonnes pratiques sont diffusées pour améliorer l'accès aux services de l'énergie ou pour contribuer à la lutte contre la désertification ; 4. Au moins 1 forêt communautaire et/ou 1 zone de chasse ayant bénéficié d'un appui ; 5. Le Cameroun (acteurs nationaux et communautaires) participe au moins à deux séminaires internationaux sur le changement climatique 01 outil méthodologique développé pour l'élaboration du PANA ; 6. Un projet de Plan d'action national d'adaptation (PANA) aux changements climatiques, intégrant les mesures d'atténuation et les options de financement disponible et soumis pour approbation ; 7. Au moins une plateforme intersectorielle au niveau national et une plateforme au niveau de chaque région administrative sont fonctionnelles ; 8. Au moins 5 000 exemplaires (version originale et simplifiée, en anglais et français) du PANA distribués dans le cadre des ateliers régionaux d'appropriation ; 9. Au moins un projet REDD formulé et soumis pour financement aux instances ; 10. Un système de planification participative (plans d'action périodiques) et de suivi/reporting (atelier annuel de suivi, rapport annuel de progrès, communication nationale) de la mise en œuvre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques développé

⁶⁷ Progrès complet : 1. Zonage et affectation des terres dans l'espace TRIDOM. Le projet appuie le processus de zonage conduit par le MINEPAT. Délimitation de l'espace TRIDOM et des différentes entités contenues dans la zone ; délimitation des zones de haute valeur de conservation et « gel » de terres ; élaboration et mise en œuvre des plans d'aménagement des aires protégées ; 2. –Action en cours de mise en place en synergie avec le programme Villages du millénaire dans la région de Meyomessi. 44 (dont 40 % de projets dont les porteurs sont des femmes et 5 % de projets dont les bénéficiaires directs sont les femmes, 10 % de projets dont les bénéficiaires sont des jeunes, et 4 % de projet ciblant les PVVIH) ; 3. –Un kit méthodologique de rédaction du PANA produit et adopté. Les études de base sont en train d'être finalisées. Des synergies établies avec les institutions leaders (Assemblée nationale - REPAR, météo, ministères sectoriels) ; 4. –Un kit méthodologique de rédaction du PANA produit et adopté. ; 5. –Les études de base sont en train d'être finalisées. Des synergies établies avec les institutions leaders (Assemblée nationale - REPAR, météo, ministères sectoriels). Une étude sur l'analyse des parties prenantes devant aboutir à la conceptualisation des plates formes en cours. Un groupe de travail des partenaires impliqués dans la mise en œuvre de la CCNUCC est en train d'être mis en place dans le cadre du CMP.

II. Tableau des indicateurs et de leur statut 2013-2017⁶⁸

Liste des indicateurs des effets du PNUD (2013-2017)						
Effet	Indicateur	Valeur de référence	Valeur cible	Progrès ⁶⁹		
				2013	2014	2015
Effet n° 29 (Gouvernance – inclusion)						
Amélioration de la participation politique des groupes sociaux en situation de vulnérabilité et de l'intégration de leurs préoccupations, du genre et des dimensions transversales (environnement, VIH/sida) dans les plans, politiques et stratégies sectorielles	État des lieux disponible ⁷⁰	Aucune donnée	N/A	L'indicateur n'existe pas dans le ROAR	L'indicateur n'existe pas sur le CPS	L'indicateur n'existe pas sur le CPS
	Rapports disponibles selon échéancier retenu ⁴⁵	Aucune donnée	N/A	L'indicateur n'existe pas dans le ROAR	L'indicateur n'existe pas sur le CPS	L'indicateur n'existe pas sur le CPS
	Pourcentage des bénéficiaires des formations maîtrisant les techniques d'intégration des dimensions transversales ⁴⁵	Aucune donnée	80 %	L'indicateur n'existe pas dans le ROAR	L'indicateur n'existe pas sur le CPS	L'indicateur n'existe pas sur le CPS
	Nombre d'outils développés pour intégrer chaque dimension transversale retenue ⁴⁵	Aucune donnée	5	L'indicateur n'existe pas dans le ROAR	L'indicateur n'existe pas sur le CPS	L'indicateur n'existe pas sur le CPS
	Nombre de stratégies sectorielles et PAP des ministères prenant en compte les dimensions transversales ⁴⁵	Aucune donnée	Aucune donnée	L'indicateur n'existe pas dans le ROAR	L'indicateur n'existe pas sur le CPS	L'indicateur n'existe pas sur le CPS
	Pourcentage des bénéficiaires des formations dans les communes visées maîtrisant les techniques d'intégration des dimensions transversales dans les PCD ⁴⁵	Aucune donnée	80 %	L'indicateur n'existe pas dans le ROAR	L'indicateur n'existe pas sur le CPS	L'indicateur n'existe pas sur le CPS
	Nombre des PCD des communes visées prenant en compte les	Aucune donnée	Aucune donnée	L'indicateur n'existe pas dans le ROAR	L'indicateur n'existe pas sur le CPS	L'indicateur n'existe pas sur le CPS

⁶⁸ La plupart des « effets, » « indicateurs, » « valeurs de référence, » et « valeurs cibles » sont définis dans le Rapport annuel orienté sur les résultats (ROAR – sigle anglais) 2013 et dans le *Corporate Planning System* (CPS) (à partir de 2014 le *reporting* des indicateurs se trouve sur le CPS). Des indicateurs additionnels trouvés dans le programme de pays (CPD – sigle anglais) 2013-2017 sont indiqués.

⁶⁹ « Progrès » pour la période 2013 a été extrait du ROAR 2013. En 2014 et 2015, comme il n'y avait pas du *reporting* sur les indicateurs dans les ROAR, l'information a été extraite du CPS du PNUD. Le terme « donnée » pour 2014 et 2015 indique « quantité ».

⁷⁰ Indicateurs trouvés dans le CPD 2013-2017.

dimensions transversales ⁴⁵					
Nombre de structures d'animation des communautés formées pour informer et sensibiliser les groupes vulnérables sur leurs droits ⁴⁵	Aucune donnée	Au moins 2 structures formées par région	L'indicateur n'existe pas dans le ROAR	L'indicateur n'existe pas sur le CPS	L'indicateur n'existe pas sur le CPS
Pourcentage des personnes sensibilisées connaissant leurs droits ⁴⁵	Aucune donnée	80 %	L'indicateur n'existe pas dans le ROAR	L'indicateur n'existe pas sur le CPS	L'indicateur n'existe pas sur le CPS
Pourcentage des personnes sensibilisées, formées et capables de prendre part à l'élaboration des documents stratégiques ⁴⁵	Aucune donnée	80 %	L'indicateur n'existe pas dans le ROAR	L'indicateur n'existe pas sur le CPS	L'indicateur n'existe pas sur le CPS
Nombre de business plans intégrant les pauvres ⁴⁵	Aucune donnée	5	L'indicateur n'existe pas dans le ROAR	L'indicateur n'existe pas sur le CPS	L'indicateur n'existe pas sur le CPS
Stratégie de développement du secteur social actualisée disponible ⁴⁵	Aucune donnée	N/A	L'indicateur n'existe pas dans le ROAR	L'indicateur n'existe pas sur le CPS	L'indicateur n'existe pas sur le CPS
Nombre de plans communaux de développement (PCD) intégrant les préoccupations des groupes vulnérables et les dimensions transversales dans leurs plans (du ROAR 2013)	Valeur 2013 (à déterminer)	15	Prévu pour 2015	Voir détail ci-dessous ⁷¹	Voir détail ci-dessous ⁷²
			Aucun changement	Aucun changement	Quelques progrès
Nombre de stratégies ministérielles/PAP intégrant les préoccupations des groupes vulnérables et les dimensions transversales (ROAR 2013)	Valeur 2013 (à déterminer)	10	Donnée : 4 Ministères prennent actuellement en compte les personnes vulnérables et les dimensions transversales : MINAS, MINEPDED, MINSANTE, MINPROFF	L'indicateur n'existe pas sur le CPS	L'indicateur n'existe pas sur le CPS

⁷¹ Commentaire : l'état des lieux de l'intégration des préoccupations des groupes vulnérables et des dimensions transversales dans les PCD et les accompagnements qui s'ensuivent ne seront programmés qu'à partir de 2015

⁷² Commentaire : processus initié pour trois Plans communaux de développements (PCD) des communes de l'Extrême-Nord (Moulvoudaye, Maga et Touloum), notamment : 1) analyse de la situation, 2) élaboration de la démarche méthodologique d'intégration et 3) formation des acteurs locaux sur ladite démarche. L'accompagnement technique pour la prise en compte de ces dimensions dans les trois PCD se fera en 2016.

			Quelques progrès			
Nombre de stratégies sectorielles prenant en compte les préoccupations des groupes vulnérables et les dimensions transversales (ROAR 2013)	Valeur 2013 (à déterminer)	4	Prévu pour 2014	Voir détail ci-dessous ⁷³	Voir détail ci-dessous ⁷⁴	
			Aucun changement	Aucun changement	Aucun changement	
Pourcentage des représentants des groupes en situation de vulnérabilité (femmes, handicapés, minorités) présents dans les instances décisionnelles électives ou non dans les communes d'intervention B = à déterminer. (ROAR 2013)	Valeur 2013	30 %	Prévu pour 2014	Les données récentes seront programmées à être collectées à partir de 2015 après les différentes sessions de plaidoyers réalisées en 2013 et 2014	Voir détail ci-dessous ⁷⁵	
			Aucun changement	Aucun changement	Quelques progrès	
Nombre de rapports socioéconomiques (OMD, RNDH) renseignant sur les dimensions transversales (ROAR 2013)	À établir en fonction des groupes retenus	2	prévu pour 2014	- Un rapport APD disponible - Un RNDH disponible	Donnée : 3 Voir détail ci-dessous ⁷⁶	
			Aucun changement	Quelques progrès	Progrès significatifs	
Nombre de business plans intégrant la lutte contre la pauvreté dans la chaîne de valeurs	1 (2014) ⁷⁷	5	L'indicateur n'existe pas dans le ROAR	Aucune donnée	Aucune donnée	
			Aucun changement			
Effet n° 30 (Prévention/réponses aux crises, changement climatique)						
Amélioration de la résilience des	Nombre de modules pour la gestion durable des	Aucune donnée	3	Indicateur non mentionné dans le ROAR	L'indicateur n'existe pas sur le CPS	L'indicateur n'existe pas sur le CPS

⁷³ Commentaire : le guide d'intégration élaboré en 2014 servira d'outil pour renforcer la capacité des acteurs concernés afin d'intégrer effectivement ces dimensions transversales dans les stratégies sectorielles à partir de 2015.

⁷⁴ Commentaire : la formation des acteurs chargés de la planification sur les techniques d'intégration des dimensions transversales et des préoccupations des personnes vulnérables dans les stratégies sectorielles à l'aide du guide développé en 2014 n'a pas été réalisée en 2015 en l'absence de fonds de contrepartie du Gouvernement. Cette formation a été reportée en 2016.

⁷⁵ Commentaire : l'appréciation/mesure finale de cet indicateur sera faite après les élections municipales prévues en 2017/2018. Pour y parvenir, le programme travaille à doter les groupes cibles d'aptitudes et de compétences pour prendre part aux instances de décision. Les résultats intermédiaires obtenus à ce jour sont les suivants : 1) les préoccupations prioritaires des populations vulnérables (femmes, jeunes, personnes âgées, personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, personnes vivant avec un handicap) de trois communes dans la région de l'Extrême-Nord en matière de connaissance de leurs droits ont été identifiées ; 2) deux structures d'encadrement devant accompagner ces populations dans la connaissance et l'exercice de leurs droits ont été sélectionnées et formées. Cet accompagnement des groupes vulnérables (éducation, information, sensibilisation, accès aux mécanismes de recours en cas de violation de leurs droits) se fera en 2016.

⁷⁶ Commentaire : trois rapports produits : RADEC 2014 (Rapport sur le développement économique du Cameroun) ; Rapport sur le programme de développement pour l'après-2015 et rapport final sur les OMD. Rapport sur l'APD (aide publique au développement) non produit pour des raisons d'ancrage institutionnel pour son élaboration au niveau du Gouvernement

⁷⁷ Valeur de référence mentionnée sur le CPS, source : MINPMEESA, MINEPTA

populations aux effets du changement climatique	écosystèmes dispensés aux producteurs de la zone sahélienne sur les pratiques favorables à la préservation de l'écosystème ⁷⁸					
	Pourcentage des bénéficiaires des formations ayant adopté les pratiques enseignées ⁵²	Aucune donnée	50 %	Indicateur non mentionné dans le ROAR	L'indicateur n'existe pas sur le CPS	L'indicateur n'existe pas sur le CPS
	Base de données disponible ⁵²	Aucune donnée	N/A	Indicateur non mentionné dans le ROAR	L'indicateur n'existe pas sur le CPS	L'indicateur n'existe pas sur le CPS
	Carte des zones à risques disponible ⁵²	Aucune donnée	N/A	Indicateur non mentionné dans le ROAR	L'indicateur n'existe pas sur le CPS	L'indicateur n'existe pas sur le CPS
	Pourcentage des comités de crise formés ⁵²	Aucune donnée	75 %	Indicateur non mentionné dans le ROAR	L'indicateur n'existe pas sur le CPS	L'indicateur n'existe pas sur le CPS
	Pourcentage de bénéficiaire des formations maîtrisant les notions enseignées ⁵²	Aucune donnée	80 %	Indicateur non mentionné dans le ROAR	L'indicateur n'existe pas sur le CPS	L'indicateur n'existe pas sur le CPS
	Programme de communication disponible ⁵²	Aucune donnée	N/A	Indicateur non mentionné dans le ROAR	L'indicateur n'existe pas sur le CPS	L'indicateur n'existe pas sur le CPS
	Pourcentage de populations ciblées par le programme de communication connaissant les bonnes pratiques ⁵²	Aucune donnée	80 %	Indicateur non mentionné dans le ROAR	L'indicateur n'existe pas sur le CPS	L'indicateur n'existe pas sur le CPS
	Outil de mobilisation de ressources disponible ⁵²	Aucune donnée	N/A	Indicateur non mentionné dans le ROAR	L'indicateur n'existe pas sur le CPS	L'indicateur n'existe pas sur le CPS
	Taux d'accroissement des ressources mobilisées ⁵²	Aucune donnée	30 %	Indicateur non mentionné dans le ROAR	L'indicateur n'existe pas sur le CPS	L'indicateur n'existe pas sur le CPS
	Nombre de volontaires mobilisés ⁵²	Aucune donnée	200 %	Indicateur non mentionné dans le ROAR	L'indicateur n'existe pas sur le CPS	L'indicateur n'existe pas sur le CPS
	Temps de réaction des institutions nationales et locales en cas de catastrophes	1) 8 h dans les sites de résidence des autorités locales ; 2) 12 h pour les sites périphériques des zones de résidence des autorités locales ⁷⁹	1) pas plus de 1 h dans les sites de résidence des autorités locales ; 2) pas plus de 2 h pour les sites périphériques des zones de résidence des autorités locales ⁸⁰	Indicateurs sur le temps de réaction des institutions nationales et locales en cas de catastrophes connus.	Aucune donnée	Les données de base collectées en 2014 sont toujours d'actualité. Voir détail ci-dessous ⁸¹
				Quelques progrès		Aucun changement

⁷⁸ Indicateurs trouvés dans le CPD 2013-2017.

⁷⁹ Valeur de référence mentionnée sur le CPS, source : DPC/MINATD (2014)

⁸⁰ Cible de 2014 mentionnée sur le CPS

⁸¹ Commentaire : cependant, un certain nombre d'interventions visant à réduire le temps de réaction ont été menées en 2015 avec l'appui du PNUD, notamment : 1) l'élaboration des plans ORSEC, 2) la sensibilisation, l'éducation et la formation des parties prenantes (autorités locales et populations) en gestion et prévention des risques et des catastrophes à travers les plans ORSEC. Des exercices de simulation visant à appliquer les mesures apprises et à apprécier le temps de réaction sont prévus en 2016.

	Taux de réduction de la taille de la population vulnérable dans les zones d'intervention	a) Nombre de personnes exposées aux risques d'inondation : 118 928 b) Nombre de personnes exposées aux risques de sécheresse : 308 270 ⁸²	a) 104 657 b) 289 775 ⁸³	Taux de réduction de la taille de la population vulnérable connu.	Voir détail ci-dessous ⁸⁴	Donnée : 419 275 Voir détail ci-dessous ⁸⁵
				Quelques progrès	Aucun changement	Quelques progrès
	Nombre de plans d'organisation des secours disponibles (indicateur sur CPS)	0 (2013) ⁸⁶	4	L'indicateur n'existe pas dans le ROAR	Donnée : 12 Voir détail ci-dessous ⁸⁷	Donnée : 3 Voir détail ci-dessous ⁸⁸
					Aucun changement	Quelques progrès
Populations couvertes par un plan de gestion des inondations	0 (2013) ⁸⁹	118 928	L'indicateur n'existe pas dans le ROAR	Aucune donnée	Donnée : 46 999 personnes couvertes par les plans de gestion des inondations des départements du Logone et Chari et du Mayo Danay	Quelques progrès
Effet n° 31 (Gouvernance – institutions)						
Amélioration des prestations rendues aux usagers des services publics	Documents sur les normes minimales de qualité des services publics disponible ⁹⁰	Aucune donnée	N/A	L'indicateur n'existe pas dans le ROAR	L'indicateur n'existe pas sur le CPS	L'indicateur n'existe pas sur le CPS
	État des lieux disponible ⁷⁴	Aucune donnée	N/A	L'indicateur n'existe pas dans le ROAR	L'indicateur n'existe pas sur le CPS	L'indicateur n'existe pas sur le CPS
	Normes minimales disponibles ⁷⁴	Aucune donnée	N/A	L'indicateur n'existe pas dans le ROAR	L'indicateur n'existe pas sur le CPS	L'indicateur n'existe pas sur le CPS

⁸² Valeur de référence mentionnée sur le CPS, source : DPC/MINATD

⁸⁴ Commentaire : la cartographie des zones à risque et le plan d'organisation de secours ont été élaborés en 2014. Il s'agit d'un préalable pour l'élaboration du plan d'urgence permettant de mieux prévoir et gérer les catastrophes naturelles, tout en diminuant la part de la population vulnérable. Données à recueillir à partir de 2015.

⁸⁵ Commentaire : les cibles 2015 étaient de 414 518 dont : nombre de personnes exposées aux risques d'inondation : 114 171 ; nombre de personnes exposées aux risques de sécheresse : 300 347. Les résultats obtenus étaient de 419 275 dont : nombre de personnes exposées aux risques d'inondation à 117 171 (118 928 en 2014) ; nombre de personnes exposées aux risques de sécheresse à 302 104 (308 270 en 2014). Quoique les cibles 2015 n'aient pas été atteintes, le dispositif mis en place par le programme et le transfert de compétences aux acteurs locaux favoriseront une avancée significative vers l'atteinte des cibles pour 2017.

⁸⁶ Valeur de référence mentionnée sur le CPS, source : programme REPECC

⁸⁷ Commentaire : les outils de prévention et de gestion des risques et catastrophes ont été élaborés en 2014. Le nouveau temps de réaction sera à collecter après que tous les outils soient élaborés, utilisés et approprié

⁸⁸ Commentaire : comme résultats de progrès de cet indicateur en 2015, l'on note : deux plans ORSEC des départements du Logone et Chari et du Mayo Danay disponibles. Il faut noter que le résultat cumulé prend en compte un plan ORSEC développé en 2014 et non 12 comme noté par inadvertance.

⁸⁹ Valeur de référence mentionnée sur le CPS, source : enquête REPECC

⁹⁰ Indicateurs issus du CPD 2013-2017.

Publication biannuelle du palmarès des services publics ⁷⁴	Aucune donnée	N/A	L'indicateur n'existe pas dans le ROAR	L'indicateur n'existe pas sur le CPS	L'indicateur n'existe pas sur le CPS
Palmarès disponible selon l'échéance ⁷⁴	Aucune donnée	N/A	L'indicateur n'existe pas dans le ROAR	L'indicateur n'existe pas sur le CPS	L'indicateur n'existe pas sur le CPS
Dispositif de labélisation disponible ⁷⁴	Aucune donnée	N/A	L'indicateur n'existe pas dans le ROAR	L'indicateur n'existe pas sur le CPS	L'indicateur n'existe pas sur le CPS
Dispositif d'appui-conseil disponible ⁷⁴	Aucune donnée	Au moins 5	L'indicateur n'existe pas dans le ROAR	L'indicateur n'existe pas sur le CPS	L'indicateur n'existe pas sur le CPS
Nombre de structures conseillées ⁷⁴	Aucune donnée	Au moins 5	L'indicateur n'existe pas dans le ROAR	L'indicateur n'existe pas sur le CPS	L'indicateur n'existe pas sur le CPS
Rapport d'audit disponible ⁷⁴	Aucune donnée	N/A	L'indicateur n'existe pas dans le ROAR	L'indicateur n'existe pas sur le CPS	L'indicateur n'existe pas sur le CPS
Nombre de plans de mise à niveau développés ⁷⁴	Aucune donnée	Au moins 5	L'indicateur n'existe pas dans le ROAR	L'indicateur n'existe pas sur le CPS	L'indicateur n'existe pas sur le CPS
Pourcentage de mise en œuvre des plans de mise à niveau ⁷⁴	Aucune donnée	70 %	L'indicateur n'existe pas dans le ROAR	L'indicateur n'existe pas sur le CPS	L'indicateur n'existe pas sur le CPS
Taux de réduction des délais de traitement des dossiers dans les services publics pilotes	21,4 % ⁹¹	25 % (ROAR 2013) 45 % (CPS 2014)	État des lieux des normes de qualité dans les administrations publiques Liste de normes minimales incluant la qualité de service	Donnée : 58 Voir détail ci-dessous ⁹²	Donnée : 53 Voir détail ci-dessous ⁹³
			Aucun changement		
Taux de réduction du coût des prestations retenues	Données 2013 (à déterminer)	25 %	État des lieux des normes de qualité dans les administrations publiques Liste de normes minimales inclusives de qualité de service	L'indicateur n'existe pas sur le CPS	L'indicateur n'existe pas sur le CPS
			Aucun changement		

⁹¹ Valeur de référence mentionnée sur le CPS, source : MINFOPRA, « Étude en vue de l'appréciation du niveau de satisfaction des usagers et des administrations bénéficiaires des prestations du MINFOPRA »

⁹² Commentaire : le délai de création d'entreprise est passé de 6 à 30 jours à 3 à 4 jours à Garoua. À Douala, ce délai est passé de 3 à 15 jours, à entre 2 et 4 jours.

⁹³ Commentaire : le taux de satisfaction des usagers par rapport à la célérité dans le traitement des dossiers dans les services publics est passé 21,4 % en 2013 à 53 % en 2015.

	Taux de satisfaction des usagers utilisant les services publics pilotes	41,5 % ⁹⁴	75 %	État des lieux des normes de qualité dans les administrations publiques Liste de normes minimales incluant la qualité de service	Donnée : 41 Voir détail ci-dessous ⁹⁵	Donnée : 73 Voir détail ci-dessous ⁹⁶
				Aucun changement	Aucun changement	Progrès significatifs
	Taux de satisfaction des usagers par rapport à la clarté et à la complétude des informations données dans les services publics pilotes (indicateur sur CPS)	40,2 % ⁹⁷ (2013)	60 %	L'indicateur n'existe pas dans le ROAR	Donnée : 40 Voir détail ci-dessous ⁹⁸	Donnée : 62 Voir détail ci-dessous ⁹⁹
					Aucun changement	Cible atteinte ou dépassée
Effet n° 32 (Développement durable)						
Amélioration des revenus et de l'accès des populations des localités de la zone sahélienne aux services socioéconomiques de base	Pourcentage des clients des dispositifs ayant trouvé d'emplois ou s'auto-employer ¹⁰⁰	Aucune donnée	40 %	Indicateur non mentionné dans le ROAR	L'indicateur n'existe pas sur le CPS	L'indicateur n'existe pas sur le CPS
	Nombre de centres mis en place ¹⁰¹	Aucune donnée	4	Indicateur non mentionné dans le ROAR	L'indicateur n'existe pas sur le CPS	L'indicateur n'existe pas sur le CPS
	Nombre de structures partenaires impliquées dans l'appui aux populations ¹⁰²	Aucune donnée	Aucune donnée	Indicateur non mentionné dans le ROAR	L'indicateur n'existe pas sur le CPS	L'indicateur n'existe pas sur le CPS
	Taux d'accroissement des dépenses des ménages cibles	Situation de référence à réaliser	25 %	Évaluation de la phase 1 du sous-programme aucun changement	L'indicateur n'existe pas sur le CPS	L'indicateur n'existe pas sur le CPS
	Taux d'accroissement des recettes des producteurs des filières. ¹⁰³	0 % ¹⁰⁴ (2013)	25 %	Collecte des données à faire en 2014	Donnée sur le taux d'accroissement des recettes encore à	Donnée : 44 % Voir détail ci-dessous ¹⁰⁵

⁹⁴ Valeur de référence mentionnée sur le CPS, source : MINFOPRA

⁹⁵ Commentaire : donnée à recueillir en 2015 sur la satisfaction des usagers étant donné que les normes minimales des services publics ont été élaborées en 2014

⁹⁶ Commentaire : le taux de satisfaction des usagers des services publics pilotes est passé de 41,5 % à 73 % en 2015 (cf. audit sur la qualité des services pilotes)

⁹⁷ Valeur de référence mentionnée sur le CPS, source : MINFOPRA

⁹⁸ Commentaire : une collecte de donnée sera organisée pour 2015 afin de connaître le niveau de satisfaction étant donné que les normes minimales des services publics n'ont été élaborées qu'en 2014.

⁹⁹ Commentaire : une collecte de donnée sera organisée pour 2015 afin de connaître le niveau de satisfaction étant donné que les normes minimales des services publics n'ont été élaborées qu'en 2014.

¹⁰⁰ Indicateur trouvé dans le CPD 2013-2017.

¹⁰¹ Indicateur trouvé dans le CPD 2013-2017.

¹⁰² Indicateur trouvé dans le CPD 2013-2017.

					collecter	
				aucun changement	Aucun changement	Progrès significatifs
	Nombre d'emplois créés grâce à l'entremise des centres d'écoute-conseil	0	À déterminer en fonction des localités	Collecte des données à faire en 2014 Aucun changement	L'indicateur n'existe pas sur CPS	L'indicateur n'existe pas sur CPS
	Taux brut de scolarisation primaire	Données MINEDUB (2012)	À déterminer (Être alignés aux objectifs INS)	Dans le cadre du PVMC, taux brut de scolarisation à Maroua est passé de 65 % à 72 % en 2013. À Meyomessi, le taux est passé de 85,8 % à 87 % en 2013. Quelques progrès	L'indicateur n'existe pas sur CPS	L'indicateur n'existe pas sur CPS
	Pourcentage des clients des dispositifs organisés en associations ¹⁰⁶	0 % ¹⁰⁷ (2013)	25 %	L'indicateur n'existe pas dans le ROAR	Donnée : 10 % Quelques progrès	Donnée : 51 % Voir détail ci-dessous ¹⁰⁸ Cible atteinte ou dépassée
	Taux d'accroissement des crédits obtenus par les producteurs des filières retenues (indicateur du CPS)	0 % ¹⁰⁹ (2013)	50 %	L'indicateur n'existe pas dans le ROAR	Donnée encore à collecter Aucun changement	Donnée : 69 % Voir détail ci-dessous ¹¹⁰ Progrès significatifs

Source: ROAR (2013) et *Corporate Planning System*

¹⁰³ À partir de 2014, les indicateurs ne sont pas reportés dans les ROAR sinon sur le *Corporate Planning System* (CPS). L'indicateur a été reformulé sur le CPS : taux d'accroissement des recettes provenant des différentes activités dans les filières porteuses qui ont été soutenues par le projet et parmi lesquelles sont 50 % de bénéficiaires sont des femmes et 10 %, des personnes vulnérables (handicapés, populations autochtones, minorités).

¹⁰⁴ Valeur de référence mentionnée sur le CPS, source : MINEPAT (délégations régionales)

¹⁰⁵ Commentaire : en 2015, les données obtenues sur les ventes auprès des 163 producteurs parmi lesquels 99 femmes, soit près de 61 % appartenant à huit organisations de producteurs financées en 2014 ainsi qu'en 2015 ont permis de calculer le taux moyen d'accroissement de leurs recettes (44 %, soit plus que la cible annuelle). Cet exercice sera reconduit en 2016, avec la consultation des organisations financées de nouveau en 2015.

¹⁰⁶ Indicateur complet : pourcentage des clients des dispositifs organisés en associations ayant trouvé un emploi ou créé leur emploi, parmi lesquels 25 % sont femmes et au moins 5 % sont des personnes vulnérables (handicapés, populations autochtones, minorités)

¹⁰⁷ Valeur de référence mentionnée sur le CPS, source : MINEPAT (délégations régionales)

¹⁰⁸ Commentaire : en 2015, le résultat du programme portant sur cet indicateur est de 204 emplois (auto emplois) sur un total de 496 personnes enregistrées, formées et suivies, soit 41 % (dont 32 % de femmes et 15 % de jeunes), soit plus que la cible fixée pour 2017

¹⁰⁹ Valeur de référence mentionnée sur le CPS, source : MINFI/MINEPAT

¹¹⁰ Commentaire : on a enregistré un taux d'accroissement des crédits octroyés aux producteurs de 69 % par rapport à 2014, soit une enveloppe supplémentaire de 206 348 004 FCFA en 2015. 66 % de nouveaux producteurs ayant contracté le crédit, soit une population de 2 008 personnes en plus.

Annexe 6– Analyse des dépenses des programmes principaux 2013-2015

1 Dépenses programmatiques par catégorie d'intervention

BUDGET DU PROGRAMME	PRINCES	PAAAQSU	REPECC	SPRPB II	Total
État des lieux et diagnostics divers	171 049 \$	73 819 \$	190 700 \$	45 535 \$	481 103 \$
Guides et plans d'action	27 366 \$	36 597 \$	227 976 \$	25 430 \$	317 369 \$
Assistance aux structures techniques	301 583 \$	480 500 \$		705 046 \$	1 487 129 \$
Formations, plaidoyers et appui envers les cibles indirectes : OBC, autorités administratives et traditionnelles, etc.	13 378 \$		17 089 \$	136 026 \$	166 493 \$
Formations, plaidoyers et appui des acteurs cibles directs	42 973 \$		25 857 \$		68 830 \$
Autres	14 451 \$				14 451 \$
TOTAL	570 800 \$	590 916 \$	461 622 \$	912 037 \$	2 535 375 \$

BUDGET DU PROGRAMME	PRINCES	PAQSU	REPECC	SPRB	Total
État des lieux et diagnostics divers	30 %	12 %	41 %	5 %	19 %
Guides et plans d'action	5 %	6 %	49 %	3 %	13 %
Assistance aux structures d'appui (COCA)	53 %	81 %	0 %	77 %	59 %
Formations, plaidoyers et appui envers les cibles indirectes : OBC, autorités administratives et traditionnelles, etc.	2 %	0 %	4 %	15 %	7 %
Formations, plaidoyers et appui des acteurs cibles directs	8 %	0 %	6 %	0 %	3 %
Autres	3 %	0 %	0 %	0 %	1 %
TOTAL	100 %				

Source : Executive Snapshot, 30 juin 2016

2 Dépenses liées aux activités programmatiques et à la gestion (fonctionnement) du programme

	PRINCES	PAAQSU	REPECC	SPRBP II	Total
Activités	570 800 \$	590 913 \$	461 621 \$	911 976 \$	2 535 310 \$
Fonctionnement	478 426 \$	395 199 \$	463 901 \$	1 003 786 \$	2 341 312 \$
TOTAL	1 049 226 \$	986 112 \$	925 522 \$	1 915 762 \$	4 876 622 \$
	PRINCES	PAQSU	REPECC	SPRBP II	Total
Activités	54 %	60 %	50 %	48 %	52 %
Fonctionnement	46 %	40 %	50 %	52 %	48 %
TOTAL	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Source : Executive Snapshot, 30 juin 2016

Annexe 7 – Analyse de l’efficacité des résultats liés à l’égalité des sexes

L’ERAD utilise une échelle de l’efficacité des résultats liés à l’égalité des sexes¹ (GRES) pour identifier les résultats liés à l’égalité hommes-femmes obtenus par le PNUD, dans le cadre d’une évaluation thématique globale de la contribution du PNUD à l’égalité des sexes et l’autonomisation des femmes¹¹¹. Les résultats sont les suivants :

- négatif (*gender negative*) : lorsque le résultat a eu des répercussions négatives sur l’égalité des sexes ;
- neutre (*gender blind*) : lorsque le résultat ne prend pas en compte le genre ;
- sexospécifique (*gender targeted*) : lorsque le nombre de femmes, d’hommes ou de groupes marginalisés fait l’objet d’une attention particulière ;
- sensible au genre : (*gender responsive*) : lorsque le résultat porte sur les besoins différenciés des hommes et des femmes ainsi que sur la répartition équitable des avantages, ressources, statuts, droits, etc. ; ou
- transformatif (*gender transformative*) : lorsque le résultat contribue à faire évoluer les normes, les valeurs culturelles, les structures de pouvoir ainsi que les principaux facteurs de l’inégalité entre les sexes et des discriminations.

Cette liste de résultats ne prétend pas être exhaustive, mais elle permet de dégager des tendances.

Résultat	Type de résultat	GRES
Gouvernance — politiques publiques		
Une capacité réelle des services du MINEPAT à assumer les fonctions clés de planification, de suivi et de communication des informations sur le développement grâce à l’aide apportée depuis 2008 en matière de gestion de projet et programme, de suivi de l’aide publique au développement, de suivi des OMD et d’élaboration du rapport sur le développement économique du Cameroun (RADEC) et du RNDH.	Produit-effet	Sexospécifique (données ventilées par sexe)
Mise en place d’une base de données sur l’APD ; capacité à maintenir la base de données et produire des rapports sur l’APD	Produit	Neutre
Meilleure connaissance de la problématique de la prise en compte des thématiques	Effet intermédiaire	Potentiel « sensible », voire « transformatif », mais il n’y a pas encore eu de véritable effet

¹¹¹ Bureau indépendant d’évaluation du PNUD, *Evaluation of UNDP Contribution to Gender Equality and Women’s Empowerment*, août 2015, chapitre 5 (<http://web.undp.org/evaluation/evaluations/thematic/gender.shtml>)

transversales (état des lieux de la prise en compte des dimensions transversales et des préoccupations des personnes vulnérables dans les politiques sectorielles et les grands chantiers)		
Guide d'intégration des dimensions transversales	Produit	Potentiel « sensible », mais pas encore d'effet
Gouvernance — capacités institutionnelles		
Les femmes sont passées d'une représentation de 13 % pour la législature de 2009-2012 à 31 % pour la législature de 2013-2017 (résultat lié en partie aux appuis et au plaidoyer mené conjointement par le PNUD et ONU-FEMMES en faveur de la représentation des femmes dans les mandats électifs)	Effet	Transformatif
Mise en place d'un Comité dédié à l'égalité homme-femme à l'Assemblée nationale en vue de veiller à la prise en compte de cette dimension dans le budget national ainsi qu'au renforcement des capacités des agents travaillant dans la chaîne de planification en matière de budgétisation sensible à l'égalité homme-femme (mais pas de changement réel)	Produit	N/A – pas d'effet au-delà des produits
Capacités accrues de la Commission des droits de l'homme et des libertés ; intégration des droits de l'homme dans le programme scolaire	Effet	N/A – pas d'informations sur les aspects liés à l'égalité homme-femme
Cadre institutionnel, renforcement des capacités et meilleure connaissance du phénomène de la corruption	Effet	Neutre
Référentiel de qualité des services conforme aux normes internationales disponible	Produit	Sensible
Amélioration des services des centres de formalités des entreprises (CFCE) de Yaoundé, de Douala et de Garoua	Effet	Neutre
Amélioration des services au centre des urgences de Yaoundé	Effet	Neutre
Réduction de la corruption dans	Effet	Neutre

15 services pilotes (initiatives rapides)		
Pauvreté/OMD		
385 microprojets à travers des subventions à des GIC, dont au moins 60 % et 14,6 % des bénéficiaires directs sont respectivement des femmes et des PVVS (SPRPB I)	Produit	Sexospécifique : les agents du projet privilégient les dossiers soumis par les femmes jusqu'à un quota fixé , de manière à assurer leur représentation parmi les bénéficiaires.
397 jeunes formés (dont 15 % de femmes) à la création d'entreprise , à l' esprit d'entrepreneuriat et à la gestion d'une start-up . 234 promoteurs de petites entreprises formés, dont 29 % de femmes ; 348 entrepreneurs formés dans cinq régions du pays au réseautage, à la gestion courante de la microentreprise et aux opportunités d'affaires . 69 petites entreprises dans les secteurs des services, de l'agriculture, de l'industrie et du commerce ont obtenu un crédit bancaire, dont 12 % de femmes. Grâce au projet de dynamisation des PME, les microentreprises ont augmenté leurs investissements et créé 212 emplois entre 2008 et 2011.	Produits/effets immédiats.	Sexospécifique : les agents du projet privilégient les dossiers soumis par les femmes jusqu'à un quota fixé , de manière à assurer leur représentation parmi les bénéficiaires. Il est à noter que le pourcentage de femmes est faible, et nettement en dessous des 50 % prévus par le document de projet, ce qui pourrait être interprété comme un renforcement du statu quo ou des inégalités (résultat néгатif). L'équipe d'évaluation ne dispose pas suffisamment d'informations pour trancher.
Stratégie nationale de finance inclusive	Produit	Sexospécifique (avec un potentiel « sensible »). La stratégie vise une augmentation du nombre de femmes et d'autres personnes vulnérables qui accèdent aux services financiers, mais ne comprend pas de sous-stratégies spécifiques adaptées aux besoins spécifiques des femmes ou d'autres groupes pour arriver aux objectifs/cibles.
30 cadres de l'ANEMCAM dont neuf femmes formées sur le plan comptable des EMF. 60 cadres de l'ANEMCAM et 20 cadres de la Division de la microfinance du Ministère des finances ont été formés sur divers aspects techniques.	Produit	Sexospécifique : les agents du projet privilégient les dossiers soumis par les femmes jusqu'à un quota fixé , de manière à assurer leur représentation parmi les bénéficiaires.

Création de huit centres d'écoute, d'orientation, de conseil et d'accompagnement (CEOCA)	Produit	Sensible : la méthodologie des études de faisabilité prend en compte le genre et identifie les besoins d'appui des populations sur la base de l'égalité des sexes et d'autres facteurs (femmes, jeunes, handicapés). Dans la phase opérationnelle, les agents du CEOCA privilégient les dossiers soumis par les femmes jusqu'à un quota fixé , de manière à assurer leur représentation parmi les bénéficiaires.
Études diagnostiques qui ont permis d'identifier les filières potentiellement porteuses dans 12 communes pilotes en 2013 et dans 11 communes supplémentaires en 2015	Produit	Sensible : dans leur méthodologie, le genre est un critère d'analyse des filières porteuses ; les activités majoritairement exercées par les femmes, les jeunes et les autres catégories sont systématiquement identifiées.
225 projets menés par des GIC/associations regroupés autour des filières riz, maïs, mil, soja, embouche bovine, oignon, niébé, arachide et petits ruminants ont été financés (SPRPB II)	Produits	Sexospécifique : les agents du projet privilégient les dossiers soumis par les femmes jusqu'à un quota fixé , de manière à assurer leur représentation parmi les bénéficiaires.
Plans communaux de développement (PCD) prenant en compte les besoins en infrastructures pour la réalisation des OMD	Produits	Sensible : les besoins spécifiques aux femmes sont systématiquement identifiés lors de l'élaboration des PCD .
Dans les deux villages du millénaire : augmentation du nombre de points d'eau, formation des artisans-réparateurs, des services d'hygiène ; électrification	Produits	Sensible : les besoins spécifiques aux femmes ont été systématiquement identifiés.
Environnement/changement climatique		
Plan national de gestion de l'environnement actualisé (PNGE II)	Produit	Neutre : genre non pris en compte de manière explicite
Stratégie nationale de gestion durable des eaux et sols	Produit	Neutre : genre non pris en compte de manière explicite
Stations agrométéorologiques et hydrométéorologiques, matériel informatique et logiciels pour collecter et analyser les données climatiques locales	Produit	Neutre : genre non pris en compte de manière explicite
Des études pilotes relatives à la cartographie des points faibles, à la	Produit	Neutre

gestion des zones côtières et à l'intégration de la formation à l'adaptation au changement climatique dans le système éducatif ont été réalisées et leurs enseignements ont été pris en compte dans le Plan d'action national pour l'adaptation (PANA).		
Une stratégie de communication sur l'adaptation aux changements climatiques a été élaborée par le programme. Les études supplémentaires sur les vulnérabilités du pays au changement climatique et les estimations du coût de l'adaptation ou de l'inaction ont aussi contribué à l'identification des meilleures stratégies d'adaptation.	Produits	Neutre (occasion manquée : la stratégie reconnaît que les femmes, « de par leur position sociale, paient assez souvent le plus grand tribut des effets pervers des changements climatiques », mais la stratégie de communication elle-même n'analyse pas par exemple les canaux d'informations qui sont les plus utilisés par les femmes, ni comment formuler les messages qui leur sont destinés.)
Une base de données environnementale sur le climat (ventilées par sexe) pour la région de l'Extrême-Nord a été développée et installée sur les serveurs du Ministère de l'environnement et de la protection de la nature (MINEPDED).	Produit	Sexospécifique : les données sont ventilées par sexe
Deux plans d'organisation des secours (ORSEC) ; les populations ont acquis des capacités de gestion et de prévention des risques et catastrophes climatiques dans sept localités ainsi que les capacités nécessaires à la mise en place de comités mixtes de crise.	Produits	Sexospécifique : les femmes et les jeunes ont été choisis parmi les membres des comités mixtes
Les populations locales et les responsables de deux CEOCA ont été formés sur quatre modules de gestion durable des écosystèmes, notamment les bonnes pratiques agro-sylvo-pastorales, en particulier la fabrication et l'utilisation de compost	Produits	Sexospécifique
Stratégie nationale du volontariat	Produit	Neutre
Une plateforme regroupant les organisations de volontaires a été mise en place par le MINJEC et se	Produit	Sexospécifique : une attention particulière est accordée à la sélection des femmes parmi les

réunit mensuellement. Dans ce cadre, 124 dirigeants ont été formés, avec cependant peu de femmes en raison de leur sous-scolarisation et des pesanteurs liées aux coutumes et à la religion musulmanes		volontaires, mais peu d'entre elles se présentent, en raison de leur sous-scolarisation et des pesanteurs liées aux coutumes et à la religion musulmanes
La Direction de la protection civile du MINATD a bâti de solides capacités en matière de planification et d'accompagnement de la prévention et de la réponse aux crises et catastrophes naturelles	Produit	Neutre : genre non pris en compte de manière explicite
Prévention des crises		
Dégazage du lac Nyos	Produit	Neutre (produit technique)
Développement de plans ORSEC dans la région du lac Nyos avec exercices de simulation	Produit	Sexospécifique
Marchés à bétail construits dans des communes touchées par le conflit; augmentation de la fréquentation des marchés	Produit — effet intermédiaire	Neutre (occasion manquée)

Annexe 8 - Liste des personnes consultées

Gouvernement du Cameroun

Abougou, Eugénie, Chef, Centre de formalités de création d'entreprises du littoral

Afa Nanji, Mercy, Chef de la cellule informatique, Ministère des affaires sociales

Alima, Alphonsine Sidonie épouse Milliet, Chef de la cellule des Études et des projets, Ministère de la promotion de la femme et de la famille

Assamba Ongodo, Charles, Ministre plénipotentiaire, Directeur général de la coopération et de **l'intégration régionale, Ministère de l'économie**, de la planification et de l'aménagement du territoire **de la planification et de l'aménagement du territoire**

Ateba Nevoa, Denise, cadre, Direction générale **de la coopération et de l'intégration régionale, Ministère de l'économie**, de la planification et de l'aménagement du territoire de la planification et de **l'aménagement du territoire**

Balale, Abdoulaye, Directeur général, Elections Cameroun (ELECAM)

Basini, Wade pou, **cadre, Commission nationale des droits de l'Homme**

Bekono, Marc, Secrétariat permanent à la réforme administrative, Ministère de la fonction publique et de la réforme administrative

Bela, Chrystel Foe, démographe à la cellule de planification du développement du secteur social, Ministère de l'économie, de la planification et de l'aménagement du territoire

Bikoun, Josué, Chef de département de la création, du développement et de la restructuration des petites et moyennes entreprises, Agence de promotion des petites et moyennes entreprises

Bireng, Marie Gisèle, Chef de service d'assistance à la création d'entreprise, Agence de promotion des petites et moyennes entreprises

Bitang, Louis Joss, Directeur, Centre des urgences de Yaoundé, Ministère de la santé publique

Bomo, Jean Daniel, Représentant, École internationale des forces de sécurité

Bopda, Florence, Directeur national, Direction nationale du sous-programme de réduction de la pauvreté à la base, phase II (SPRPB-II), **Ministère de l'Économie**, de la planification et de **l'aménagement du territoire**

Christian, Anguissa, Démographe à la cellule de planification du développement du secteur social, **Ministère de l'économie, de la planification et de l'aménagement du territoire**

Ekenduere, Bienvenu, Chef, centre de formalité des entreprises de Yaoundé

Enama Mbatsogo, Rose, assistante chargée **d'études**, Agence de promotion des petites et moyennes entreprises

Engilbert, Olomo Ateke, Chef de la cellule de la politique économique, Direction générale de **l'économie, Ministère de l'économie, de la planification et de l'aménagement du territoire**

Essoh, Hervé, Cadre, Direction générale **de la coopération et de l'intégration régionale**, Ministère de **l'économie, de la planification et de l'aménagement du territoire**

Essoussé, Eric, Directeur général adjoint, Elections Cameroun (ELECAM)

Etongue Mayer, Eva, Secrétaire général, Commission nationale des droits de l'Homme et des libertés

Eya Mettou, Annick, Sous-Directrice du volontariat, Ministère de la jeunesse et de l'éducation civique

Fabo, Merlin, Chef de la cellule du **fichier électoral, des listes électorales et des cartes d'électeurs**, Elections Cameroun (ELECAM)

Fondjo, Pierre Vincent Ngambo, Secrétaire général, Ministère de la Fonction publique et de la réforme administrative

Guemaleu, Guy Ronel, Sous-Directeur de la coopération multilatérale, Direction générale de la **coopération et de l'intégration régionale, Ministère de l'économie**, de la planification et de **l'aménagement du territoire**

Guy, Debok Nghemning, Sous-**directeur des frontières terrestres**, Direction de **l'aménagement du territoire** et de la mise en valeur des zones frontalières

Hamadou, Saidou, point focal PRINCES, **Ministère de l'économie**, de la planification et de **l'aménagement du territoire**

Kharallah, Georgette, Direction de la **protection civile, Ministère de l'administration territoriale** et de la décentralisation

Lekunze, Richard Tekoh, Direction de la **protection civile, Ministère de l'administration territoriale** et de la décentralisation

Lobe Mpoh, Constant, Chef du département Observatoire et prospective économique, agence de promotion des petites et moyennes entreprises

Macky Sam, Georges Gabriel, Cadre, Direction de la coopération multilatérale, Ministère de **l'économie**, de la planification et de **l'aménagement du territoire**

Madam, Said, Chef du département des études, de la prospective et de la coopération, Agence du service civique national

Mankongo, Mgb, Responsable régional de la formation et du développement des capacités,
Programme national de développement participatif dans la région de l'Extrême-Nord

Mettou, Marie Annick, Sous-Directrice du volontariat, Ministère de la **jeunesse et de l'éducation civique**

Motaze, Roger, Cadre, Direction générale **de la coopération et de l'intégration régionale**, Ministère de l'économie, de la planification et de l'aménagement du territoire

Mveh, Chantal, Chef de la division informatique, Ministère de l'économie, de la planification et de l'aménagement du territoire

Mveing, Seraphin, Chef de la cellule de planification du développement du secteur social, Ministère de l'économie, de la planification et de l'aménagement du territoire

Mvogo, Janvier, Sous-Directeur de la coordination et des interventions, Direction de la protection civile, **Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation**

Nambu, Jamah Nicoline, cadre, Direction générale **de la coopération et de l'intégration régionale, Ministère de l'économie, de la planification et de l'aménagement du territoire**

Ndzo, Augustine Kum, Directeur, **Direction de l'insertion sociale des jeunes et du volontariat, Ministère de la jeunesse et de l'éducation civique**

Ngoko, Justin Nantchou, **point focal pour le Fonds pour l'environnement mondial, Ministère de l'environnement, de la protection de la nature et du développement durable**

Njie, Thomas Kinge, Administrateur civil principal, Directeur de la coopération nord-sud et des organisations multilatérales, Direction générale **de la coopération et de l'intégration régionale, Ministère de l'économie, de la planification et de l'aménagement du territoire**

Ntonga, Michèle Paule, Chef de la cellule de la maintenance informatique, Elections Cameroun (ELECAM)

Nya Tchounkeu, Christelle, cadre, Direction générale **de la coopération et de l'intégration régionale, Ministère de l'Économie, de la planification et de l'aménagement du territoire**

Onana, Albert Stephane Ateba, **stagiaire, Commission nationale des droits de l'homme et des libertés**

Ongolo, Maximin, Sous-Directeur, Ministère des finances

Soussia, Bouba, Inspecteur de l'éducation de base, Ministère de l'éducation de base

Tchomthe, Severin, Chef de la cellule de la recherche appliquée, Institut national de la statistique

Tounde Binde, Joseph Thierry, Chef de de la section Études et prospectives, Secrétariat permanent de la réforme administrative

Tsama, Valérie, Chef de service de la biosécurité, Ministère de l'environnement, de la protection de la nature et du développement durable

Wadou née Ziekine, Angèle, Sous-Directrice de la biodiversité et de la biosécurité, Ministère de l'environnement, de la protection de la nature et du développement durable

Yamah, Nicoline Yambou, **cadre, Direction de la coopération multilatérale, Ministère de l'économie**, de la planification et de l'aménagement du territoire

Yap, Mariatou, Directeur, Direction de la protection civile, Ministère de l'**administration** territoriale et de la décentralisation

Zra, Issa, Chef de service, **Ministère de l'Économie**, de la planification et de l'aménagement du territoire de la planification et de l'aménagement du territoire

Gouvernement du Cameroun, niveau régional et local

Ahidjo, Boubakary, Sous-Préfet, arrondissement de Porhi à Touloum

Akaou, Babila, Préfet, Administrateur civil principal, **région de l'Extrême-Nord**, département de Mayo-Sava, Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation

Avidjam, Germaine épouse EDII, Conseillère municipale, Mairie Yaoundé 6

Bello, Yerima, Délégué départemental, Mayo-Sava, **Ministère de l'élevage**, des pêches et des industries animales

Bikoï, Alain Didier Mbem, Président, Comité de développement de Manguen II

Bouba, Adama, Cadre communal de développement, Chef du service technique communal, commune de Pitoa

Dan Ladi, Ali, 1^{er} adjoint du Sous-Préfet de Maga, Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation

Hamidou, Hamadou, Maire, Maroua 1^{er}

Ibrahima, Bouhari, 1^{er} adjoint au Maire de Pitoa

Madi, Édouard, Chef du Centre zootechnique et vétérinaire de Kossa

Madi, Lambert, Chef du Centre de formalités de création d'entreprise, Garoua

Malloum, Ousmane, Chef du Centre zootechnique et vétérinaire de Mora

Maloum, Adama, Délégué d'arrondissement de Mora, technicien principal des industries animales

Manga, Théodore, Maire, Touloum

Mariamou épouse Amadou, Mme, point focal, projet de réponse rapide, Délégation régionale de l'Extrême-Nord, **Ministère de l'élevage**, des pêches et des industries animales

Mbraougue, Kidmo, Délégation régionale de l'Extrême-Nord, Ministère de l'Elevage, des pêches et des industries animales

Nouhou, Boubakary, adjoint au maire de Maroua 1^{er}, Président du Conseil d'administration, Société coopérative des agroproducteurs motivés du Centre

Oumarou, Abdoulaye, Sous-Préfet, sous-préfecture de Maga

Oumate, Mme, Déléguée régionale, Délégation régionale du Nord, Ministère de la promotion des petites et moyennes entreprises

Tassouabe, Joseph, Délégué régional, Ministère de **l'agriculture** et du développement rural

Toudje, M., 2^e adjoint au Préfet, région de l'Extrême-Nord, Département de Mayo-Sava, Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation

Youssoufa, M., Responsable du CEOCA de Pitoa, commune de Pitoa

Société civile

Abba, Hamadou, Lawane (chef traditionnel) de Pitoa

Alioum, M., DGA Crédit du Sahel Extrême-Nord

Ayissi Zoah, Mathieu Gaétan, Président, Association des jeunes handicapés du Cameroun

Etom, Alfred, Coordonnateur de la stratégie nationale de lutte contre la corruption, Commission nationale anticorruption

Hamadou, Boubakari, Coordonnateur, Réseau des animateurs pour l'éducation des communautés

Haman, Hajara, Coordinatrice de projet et de programme, Africa Indigenous Women's Organisation

Houli, Robert, chefferie traditionnelle, Touloum

Hyomeni, Paul Guy, Coordonnateur national du réseau camerounais des organisations des droits de l'homme

Kengne, Pascal, Ingénieur statisticien économiste

Momo, David, GIC LAFIMOR

Moustoifa, Aziz, Président de l'Association camerounaise des droits de l'homme

Nouhou, Aboubacar, Président, Coopérative des producteurs agropastoraux et artisanaux de Maroua

Nzoyem, Gabriel, Secrétaire général, Association nationale des établissements de microfinance

Oundoua, M., **membre de la Fédération d'Afrique** centrale des associations pour la promotion des droits **de l'homme** en faveur des personnes handicapées (FACPH), membre de **l'union nationale** des associations et institutions de/et pour personnes handicapées, expert — membre du Comité de pilotage de PAQSU et du Palmarès, l'Association nationale des établissements de microfinance

Raboanarijaona, Mamy, consultant en changement **organisationnel et développement d'équipe**

Talba, M., Délégué du GIC Miwawindai, Kossa

Tomo, Cyrille, Secrétaire exécutif, ONG — Voies nouvelles

Tsounkeu, Martin, Représentant, Africa Development Interchange Network, Membre de GIC maraîchers, Mokolo

Membres du GIC Alkawal « Femmes dynamiques », Mora

Membres du GIC Tchenepchene, Mora

Usagers du marché au bétail, Zamai, Mokolo

Agences des Nations Unies et partenaires techniques et financiers

Atanga, Felicitas, Assistante du représentant de la FAO et Chargée de programme, FAO

Bindag, Solange, UNHCR

Cisse, Ali, Chargé de programme, Banque africaine de développement

Djoda, Adèle, Chargée technique au Projet d'appui aux jeunes défavorisés de l'Extrême-Nord, Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit

Egusa, Keiko, Premier secrétaire, ambassade du Japon au Cameroun

Fadil, Ibrahima, Coordonnateur du Projet d'appui aux jeunes défavorisés de l'Extrême-Nord, Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit

Masimango, Moyse, Chargée de programme, UNHCR

Mendy, Albert, Spécialiste du programme éducation, Bureau régional multisectoriel de l'UNESCO pour l'Afrique centrale à Yaoundé

Moussa, Adama, Représentant a.i., ONU Femmes

Ndi, Christophe, Assistant sécurité, UNDSS

Ngoro, Joseph Bonaparte, Chargé de programme, ONU Femmes Bureau de Yaoundé au Cameroun

Nomo, Marcelline, Consultante pour évaluation de la participation politique des femmes, ONU Femmes

Okoro, Roseline, Représentante adjointe, UNHCR

Onana Nka, Jean-Roland, Assistant de programme, UNESCO

Ouedraogo, Nestor, Conseiller à la sécurité, UNDSS

Sallmann, Ann-Charlotte, Gestionnaire de projet et de programme (junior), section économie, commerce et gouvernance, **délégation de l'Union** européenne au Cameroun

Tawil, Elias, Coordonnateur de la sécurité sur le terrain, Extrême-Nord, UNDSS

Tchatchoua, Flora, ONU Femmes Maroua Yaoundé

Tonye, Julbert, Expert en communication interpersonnelle et mobilisation sociale, secteur éducation, UNESCO

Yoshino, Sawako, Attachée, Chargée de la coopération et de l'économie, ambassade du Japon au Cameroun

Zanga, Samuel Serge, Chef de projet et spécialiste, UNICEF

Zimmerman-Steinhart, Petra, Conseillère technique principale, Programme d'appui à la modernisation des finances publiques, Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit

PNUD

Agossou, Corneille, Représentant résident adjoint

Balamog, Pierre, Analyste de programme, sous-programme de réduction de la pauvreté à la base II (SPRPB II)

Chimi, Narcisse, Chargé de programme

Chus, Galina, Chargée de programme, Volontaires des Nations Unies

D'Aragon, Jean, Coordinateur du programme Early Recovery

Degem, Antoine, Chargé des infrastructures

Edoa, Charles, Expert national en cohésion sociale, projet Réponse rapide

Ekosse, Comfort, Assistant de programme

Emini Ekouma, Zephirin Roch, Assistant au Représentant résident, Chef de **l'unité** Gouvernance et prévention des crises

Fopa, Alain, Assistant administratif et financier

Gangnon, Cyprien, Responsable du projet relèvement précoce

Gweth, Jean-Vincent de Paul, Conseiller technique principal, Sous-programme de réduction de la pauvreté à la base II (SPRPB II)

Kamga, Aimé, Assistant de programme

Mbimi, Claude Lacordaire, Conseiller technique principal

Mefire, Sandrine, Assistante senior à la coordination

Mewena, Jacqueline, Associée de programme

Mpeck, Marie-Laure, Coordinatrice nationale

Nga Ateba, Marie, Ressources humaines

Ngwenfa Touka, Leonard Augel, Associé informatique et télécommunications

Nlend Nkott, Jean Paul, Conseiller technique principale

Ranaivoson, John, Chef des opérations

Rochdi, Najat, Coordonnatrice résidente **de l'ONU**/Représentante résidente du PNUD

Singh, Lisa Simrique, ancienne économiste principale

Talla, Marius, Consultant en gouvernance

Tsague Ndongo, Hélène, Assistante administrative et financière SPRPB-II

Zeh-Nlo, Martin, Assistant au **Représentant résident**, **Chef de l'unité** Développement durable

Annexe 9– Principaux documents consultés

Les documents ci-dessous n'incluent pas les nombreux descriptifs de projet, états financiers, notes de synthèse ou documents internes qui ont été fournis à l'équipe d'évaluation par le bureau de pays du PNUD. La documentation porte surtout sur les documents externes et les documents propres au PNUD qui sont essentiels à l'analyse des programmes, tels les documents de stratégie ou les évaluations portant sur la période couverte par l'ERAD.

A.N., A, 'Cameroun : Quand les jeunes veulent investir'. Disponible à l'adresse : <http://fr.allafrica.com/stories/200806240339.html>, juin 2006, consulté le 4 octobre 2016

Amin, Martin et Manga, Johnson A., 'Report of the final evaluation of the project: security and socio-economic reintegration of the lake Nyos area, Cameroon', République du Cameroun et PNUD, novembre-décembre 2010.

Banque africaine de développement, 'Perspectives économiques au Cameroun'. Disponible à l'adresse : <http://www.afdb.org/fr/countries/central-africa/cameroon/cameroon-economic-outlook/>

Bondoma Yokono, Dieudonné et Nyemeck Binam, Joachim, 'Projet d'appui à la mise en œuvre et au suivi-évaluation du document stratégique de réduction de la pauvreté (DSRP) au Cameroun. Rapport d'évaluation', mai 2008.

Bureau d'évaluation du Fonds pour l'environnement mondial, 'GEF country portfolio evaluation: Cameroon (1992-2007)', juillet 2008.

Cesana, Katharina, 'Évaluation technique du programme CHOC « Changer d'habitude — S'opposer à la corruption », Cameroun. Rapport final', juin 2011.

Commission européenne, 'Fiche Info ECHO sur le Cameroun'. Disponible à l'adresse : http://ec.europa.eu/echo/files/aid/countries/factsheets/cameroon_fr.pdf

Dahoun, Maxime et Kengne, Pascal, 'Rapport final : Revue à mi-parcours du PNUAD Cameroun 2008 – 2012', octobre 2012.

Damiba, André E., 'Rapport final d'évaluation du sous-programme de réduction de la pauvreté à la base', septembre 2010.

Djateng, Flaubert, 'Rapport : Revue à mi-parcours du programme d'inclusion économique et sociale (PRINCES)', MINEPAT, Gouvernement du Cameroun et PNUD, septembre 2015.

Entreprise Cameroun, 'Formulaire de rapport final, n° 00060542. Dynamisation du sous-secteur des microentreprises', 13 janvier 2012.

Fonds pour l'environnement mondial, liste des projets au Cameroun. Disponible à l'adresse : [http://www.thegef.org/projects?ff\[\]=field_country:38&page=2&views\[view_dom_id\]=52629d5e46541287f8bd582a06dbd580&views\[view_name\]=projects_listing_search&views\[view_display_id\]=page&views\[view_path\]=projects&index_id=main&facet_field=field_p_implagencies](http://www.thegef.org/projects?ff[]=field_country:38&page=2&views[view_dom_id]=52629d5e46541287f8bd582a06dbd580&views[view_name]=projects_listing_search&views[view_display_id]=page&views[view_path]=projects&index_id=main&facet_field=field_p_implagencies), consulté le 4 octobre 2016

Gouvernement du Cameroun et Nations Unies, 'UNDAF 2013-2017 : Pour une croissance inclusive et la protection des personnes vulnérables'.

Gouvernement du Cameroun et PNUD, 'États des lieux de la prise en compte des dimensions transversales (genre, VIH/sida, environnement) et des préoccupations des personnes vulnérables dans les plans communaux de développement des communes de Maga, Moulvoudaye et Touloum dans la région de l'Extrême-Nord', 2015.

_____. 'Plan d'action du programme de pays 2013-2017', sans date.

_____. 'Programme de gouvernance urbaine. Évaluation finale', juin 2009.

_____. 'Sous-programme de réduction de la pauvreté à la base - 2, rapport d'activités 2015', décembre 2015

_____. 'Stratégie nationale de communication sur l'adaptation au changement climatique 2012-2014', octobre 2011.

Gouvernement du Cameroun, 'Cinquième rapport national du Cameroun à la convention de la diversité biologique', mars 2014.

_____. 'Document de stratégie pour la croissance et l'emploi 2010-2020', 2009.

Institut national de la statistique (INS) du Cameroun, 'Deuxième enquête sur l'emploi et le secteur informel (EESI2), Phase 1 : Enquête sur l'emploi, rapport principal', octobre 2011.

_____. 'Enquête camerounaise auprès des ménages (ECAM 4)', 2014

_____. 'Enquête sur l'emploi et le secteur informel', 2010

_____. 'Présentation des premiers résultats de la quatrième enquête camerounaise auprès des ménages (ECAM 4) de 2014', octobre 2015.

_____. 'Rapport national sur les objectifs du Millénaire pour le développement en 2015', septembre 2015.

Lacordaire, Claude Mbimi, 'Rapport final de l'évaluation des partenaires de réalisation du programme de coopération Cameroun-PNUD 2013-2017', version 0, juin 2013.

Laurent, Gabi Wambo, 'Final evaluation of the project "Human rights based approach to strengthen participatory democracy" report. Cameroon', PNUD-Cameroun, novembre 2013.

Mbeze, Brice, 'Cameroun : Les promoteurs de PME à l'école'. Disponible à l'adresse : <http://fr.allafrica.com/stories/200508030423.html>, août 2005, consulté le 4 octobre 2016

Memong Meno, Élise Pierrette et Talom, Jean Marie, 'Rapport consolidé, étape 6 : État des lieux de la prise en compte des dimensions transversales (genre, VIH/sida) et des préoccupations des personnes vulnérables dans les EIES et PGIES existants des grands chantiers' pour le Programme d'inclusion économique et sociale (PRINCES), MINEPAT—Gouvernement du Cameroun et PNUD, 2014.

Mewouth, Armel, 'Crises environnementales et conflit Boko Haram-forces armées camerounaises dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun', *Afrique & Science*, 17 mai 2016.

Mfou'ou, Jeanot Minla et. al, 'Programme Villages du Millénaire Cameroun, Rapport de l'évaluation finale de la première phase', République du Cameroun, Programme des Nations Unies pour le développement, novembre 2013

Mieuguem, Pierre, et. al, 'Évaluation à mi-parcours du Programme de coopération Cameroun-PNUD 2008-2012. Rapport final', République du Cameroun et PNUD, septembre 2010.

Mieuguem, Pierre, 'Évaluation à mi-parcours : Effet Amélioration de la résilience des populations face aux effets du changement climatique (REPECC)', juillet 2015.

MINEPAT—Gouvernement du Cameroun et PNUD, 'Rapport national sur le développement humain', 2013.

MINEPAT—Gouvernement du Cameroun, 'Rapport sur le développement économique du Cameroun : région de l'Est', 2013.

_____. 'Rapport sur le développement économique du Cameroun : région du Sud', 2013.

_____. 'Rapport sur le développement économique du Cameroun : région de l'Ouest', 2013.

MINEPDED—République du Cameroun, 'Plan national d'adaptation aux changements climatiques du Cameroun', juin 2015

____. Cinquième rapport national du Cameroun à la Convention de la diversité biologique, mai 2014

Nkotto, Honoré Ndoumbe, 'Rapport consolidé : État des lieux de la prise en compte des dimensions transversales (genre, VIH/sida, environnement) et des préoccupations des personnes vulnérables dans les plans communaux de développement des communes de Maga, Moulvoudaye et Touloum dans la région de l'Extrême-Nord' pour le Programme d'inclusion économique et sociale (PRINCES), MINEPAT—Gouvernement du Cameroun et PNUD, septembre 2015.

Nyiyama, Tiburge, et. al, 'Évaluation finale du Projet fond commun de prévention et de lutte contre la grippe aviaire au Cameroun. Rapport final', Institut pour la recherche, le développement socioéconomique et la communication, février 2010.

Nzukam Nguiffo, Guillaume, 'Évaluation à mi-parcours de l'effet amélioration des revenus et de l'accès des populations des localités de la zone sahélienne aux services socioéconomiques de base du sous-programme de réduction de la pauvreté à la base II', août 2015.

Onana, Raymond, 'Rapport d'évaluation à mi-parcours de l'effet n° 4 du CPD relatif à l'amélioration de la qualité des prestations rendues aux usagers des services publics du Cameroun' pour le Programme d'appui à l'amélioration de la qualité des prestations proposées aux usagers des services publics (PAAQSU), République du Cameroun et PNUD, août 2015.

OXFAM, 'Lake Chad's unseen crisis : Voices of refugees and internally displaced people from Niger and Nigeria', septembre 2016.

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), **'Guide de Confection du Rapport sur le développement économique du Cameroun'. Disponible à l'adresse :**
<http://www.cm.undp.org/content/cameroon/fr/home/library/poverty/guide-de-confection-du-rapport-sur-sur-le-developpement-economiq.html>, juin 2014.

____. 'Plan d'action du programme de pays 2008-2012'.

____. 'Results-Oriented Annual Report (ROAR)', 2013.

____. Human Development Reports, 'Gender Inequality Index'. Disponible à l'adresse :
<http://hdr.undp.org/en/composite/GII>

S. T., 'Cameroun : Entreprise Cameroun auprès des managers'. Disponible à l'adresse :
<http://fr.allafrica.com/stories/200507270294.html>, juillet 2005, consulté le 4 octobre 2016

